LE

NOUVEAU MONDE

JOURNAL HISTORIQUE ET POLITIQUE

RÉDIGÉ

PAR

LOUIS BLANC.

---

6 Fr. PAR AN POUR PARIS — PROVINCE : 7 Fr.

Numéro 2. ——— 15 août 1849.

PARIS
BUREAU D'ABONNEMENT, RUE RICHELIEU, 102.

1849

CONDITIONS DE L'ABONNEMENT :

Pour PARIS..................... **6 fr.** par an.
Pour LA PROVINCE............ **7 fr.** —
Chaque numéro se vend séparément............ **60 cent.**

ON S'ABONNE POUR PARIS

Au Bureau du Nouveau Monde, rue Richelieu, 102.

POUR LA PROVINCE ET L'ETRANGER

Par l'entremise des Libraires, des Bureaux de Poste et des Messageries.
Les lettres et envois d'argent doivent être affranchis.

A LA FIN DE L'ANNEE, LES ABONNÉS RECEVRONT UNE COUVERTURE SPECIALE POUR LA COLLECTION, QUI FORMERA UN FORT VOLUME GRAND IN-8°.

L'EMPIRE MOINS L'EMPEREUR.

—

LETTRE A LOUIS BONAPARTE.

Londres, 10 août 1849.

Monsieur,

Savez-vous bien ce qui se dit ici ? On parle de trois grandes conspirations qui s'ourdiraient en France, à l'ombre de votre pouvoir, et grâce à la manière dont vos ministres conduisent les affaires de la République. Une couronne, assure-t-on, est suspendue dans un orage : sur quelle tête tombera cette couronne ! Les uns espèrent dans le prince de Joinville ; les autres murmurent le nom de Henri V ; d'autres se rappellent l'empire et vous désignent. Prenez garde ! Prenez garde !

Peut-être vous souvient-il des circonstances dans lesquelles je vous vis pour la première fois. Ce fut sur votre invitation, affectueuse et pressante, que je me rendis auprès de vous. En ce temps là, vous étiez entouré d'un prestige..., le seul que puisse consentir à saluer une âme vraiment républicaine : Vous étiez malheureux ! Boulogne vous avait vu tomber dans le piège de vos illusions impériales, on s'étonnait d'une révolte qui s'était comme évanouie dans la fumée d'une aventure : on cherchait votre parti : et vous, abattu, jugé, condamné, renié par vos amis d'alors, raillé et insulté par vos serviteurs d'aujourd'hui, vous gémissiez dans une de ces forteresses

sombres où se tiennent maintenant, debout et invaincus, plusieurs de ceux par qui la République triomphante vous a fait une patrie.

De ma visite au fort de Ham, je n'ai rien oublié. Il me semble vous voir encore marchant à pas lents et la tête penchée sur l'étroit rempart assigné à vos mélancoliques promenades et que de tous cotés gardaient des sentinelles; il me semble encore entendre les paroles de vague espoir que vous prononciez à voix basse, de peur que le vent ne les portât au gardien sinistre qui nous suivait à cinquante pas de distance, sans nous perdre un seul instant de vue. Je vous disais :

« L'Empire, vous ne l'ignorez pas, c'était l'Empereur : pensez-vous qu'il « soit donné à l'Empereur de revivre ? D'ailleurs, s'il sortait du tombeau, « il comprendrait bien vîte que la marche du temps nous a fait des con- « ditions de vie toutes nouvelles ; que la France de nos jours n'est plus la « France d'il y a cinquante ans ; que l'idée du travail a pris le pas sur « la passion des batailles ; qu'à d'autres aspirations et à d'autres pensées « il faut d'autres institutions et d'autres héros; que le Peuple a cessé de « mettre son ambition à revêtir aveuglément l'uniforme pour aller tuer et « mourir ; que la question n'est plus de dominer et d'étonner les hommes; « mais de les rendre heureux. Non, non, Napoléon, s'il revenait au monde, « ne se répèterait pas. Espérez vous faire avec son nom ce qu'il ne ferait « pas lui même avec son génie ? Il n'y a de possible en France désormais « que la République. Vous souriez? Je conviens que, chez nous, la Répu- « blique n'a pas pour elle l'opinion ; mais elle a pour elle quelque chose « de bien plus puissant, la force des choses ; elle a pour elle l'épuisement « absolu des formes monarchiques et l'impuissance, constatée, des rois. La « République est nécessaire en France parce que la monarchie y est im- « possible. Dépouillez donc ce rôle de prétendant, pour lequel une scène « vous manque. Fiez-vous à votre désintéressement du soin de votre des- « tinée. Osez devenir et vous déclarer républicain. »

Le malheur ouvre à l'esprit des perspectives que la prospérité lui masque. Du fond de votre prison, vous pouviez mieux voir les choses que vous ne le pouvez aujourd'hui du haut de votre fortune. Non seulement mon langage vous plut, mais il vous causa une émotion qui, lorsque je vous quittai, alla jusqu'aux larmes.

Vous savez maintenant si je disais vrai. C'est la République qui a am-

nistié les imprudences de votre jeunesse; c'est la République qui vous a rappelé de l'exil; c'est elle qui vous a permis de tenter le suffrage universel: et comme si elle n'avait rien à craindre d'un homme comblé par elle de tant de bienfaits, elle a reçu votre serment et s'est livrée à votre honneur.

Aujourd'hui, beaucoup vont murmurant autour de vous que c'est la faute de la République si le crédit est épuisé, si le commerce agonise, si l'industrie s'agite convulsivement sur des ruines, si l'emploi manque aux travailleurs affamés, si l'Opéra se ferme, si les arts sont dans un état de langueur mortelle, si les paysans succombent sous le poids des impôts.

Mais, de bonne foi, à qui la responsabilité de cette situation désastreuse? Est-ce à la République considérée en elle-même et telle que la conçoivent les Républicains, ou bien à la République telle que l'ont comprise et faite les royalistes?

Lorsqu'arrivé au fauteuil de la présidence, vous avez cru devoir abandonner à des ministres formés par la monarchie les destinées de la révolution de Février, n'était-il pas aisé de prévoir ce qui arrive? Ramener le calme dans les esprits par une politique magnanime et conciliatrice; étudier le mouvement historique du siècle, et au lieu de le combattre, le régler; donner pour but et pour conséquence à l'adoption d'un mode de gouvernement neuf et démocratique la régénération de la société et l'abolition du prolétariat; mettre le socialisme aux affaires pour n'avoir pas à le heurter violemment sur la place publique, voilà ce que commandait la logique républicaine, voilà ce qu'auraient fait des ministres vraiment républicains, et nous n'aurions maintenant à déplorer aucune de ces luttes sanglantes qui ont frappé de paralysie le commerce et tué le crédit. Il fallait, selon l'esprit des Républiques, s'appeler LE MOUVEMENT, et, au contraire, on s'est appelé, selon l'esprit des monarchies, LA RÉSISTANCE. La première question à résoudre était celle de la réconciliation générale, et l'on s'est empressé d'ouvrir carrière à la proscription. Avec une inconcevable témérité, on a mis en présence le passé et l'avenir, et de ce vieux système de compression à outrance qui n'a jamais ni rien guéri ni rien sauvé, on a fait sortir, comme d'une source empestée, les haines, les ressentiments, les complots, la guerre civile. A qui, encore une fois, la responsabilité du sort des gouvernés, sinon à ceux qui gouvernent? Or, parmi les hommes

qui, aujourd'hui, exercent le pouvoir ou l'inspirent, en est-il un seul qui ne porte écrit sur son front le mot ROYALISTE? Que la République soit la République, et l'on verra ce qu'elle peut pour la dignité des citoyens, pour leur sécurité, pour leur bonheur.

Et maintenant qu'espèrent les insensés dont le mot d'ordre est, dit-on, rétablissement de l'empire?

Le peuple souverain consentira-t-il bien volontiers à abdiquer en faveur de quatre syllabes?

Le régime représentatif, qui fraye à tous un chemin vers le pouvoir, qui jette une promesse à chaque ambition légitime, qui appelle tous les talens, s'offre à récompenser tous les services, et met la domination par la parole au concours, ce régime représentatif qui vient de créer législateurs des ouvriers et des sergens, s'imagine-t-on qu'il va crouler au premier coup de tambour, sans qu'un cri de protestation s'élève?

Les paysans se verront-ils enlever bien volontiers ce droit de suffrage qui atténue leur dépendance à l'égard de nos modernes châtelains?

Les industriels, les commerçants affronteront-ils de gaîté de cœur les incalculables effets d'une secousse nouvelle?

Une nation, maîtresse en ce moment de son lendemain, ira-t-elle se lancer éperdûment dans l'imprévu?

Mais admettons pour un instant qu'on pût passer le Rubicon sans y périr. Voici l'empire ressuscité. Fort bien. Que devrions-nous en attendre, et quelle durée lui assigner? Quoi! nous aurions encore des chambellans et des pages et des héraults d'armes à blason et tout le ridicule attirail dont Napoléon fut réduit à entourer le berceau de son héritier! Une société essentiellement industrielle, tomberait sous l'humiliante dictature de quelques traîneurs de sabre! Sur un signe, on pourrait être exilé, si l'on s'appelait Mme de Staël; sur un signe on serait fusillé arbitrairement, si l'on s'appelait le duc d'Enghien! La liberté individuelle disparaîtrait, la France entière ferait silence, et, d'un bout du royaume à l'autre, on n'entendrait plus que la respiration d'un seul homme!

Ah Monsieur! songez à tout ce qu'il a fallu que Napoléon donnât de gloire à la France pour lui faire accepter pendant quelque temps ce régime

de fer. Chaque coup porté par lui à la liberté se perdait dans le retentissement de ses bulletins immortels. Il se faisait pardonner d'être notre maître à force de nous rendre maîtres du monde. Les titres dont il décorait ses nobles, il les empruntait à des triomphes... Le parti de l'Empire, s'il en existe un, veut-il que tout cela recommence? Va-t-on, pour que l'Empire soit un peu moins impossible, faire venir à son aide la conquête, et devons nous compter sur la guerre comme diversion à la servitude? A la bonne heure, qu'on s'explique, et qu'une seconde fois, si on l'ose, on mette le feu à l'univers. Reste seulement à savoir : d'abord, si l'on est bien sûr que, comme sous Napoléon, la guerre sera la victoire; ensuite, si les banquiers, les commercants, les industriels s'accommoderont de l'embrasement universel. Napoléon est tombé parce qu'il avait besoin de la guerre pour son despotisme et que la bourgeoisie, au contraire, avait besoin de la paix pour ses affaires. Une nation ne peut pas être à la fois Rome et Carthage. Napoléon a péri sous l'effort de la partie carthaginoise du peuple français.

Il y a quelques années, Monsieur, alors que vous rêviez vous-même ce que quelques uns rêvent aujourd'hui pour vous, un livre parut qui portait votre nom, et dans lequel vous vous efforciez de présenter l'Empire comme n'ayant été qu'une *idee pacifique* et commerciale. C'était là un étrange paradoxe et qui provoqua, de ma part, une réponse que je vous demande la permission de vous rappeler.

L'empereur Alexandre, conduit à Paris par l'invasion, parcourait un jour le palais des Tuileries, on lui montra le salon de la Paix : « A quoi, dit-il en riant, ce salon servait-il à Bonaparte? »

Napoléon était un homme de guerre : il n'était que cela. Toutes les qualités, tous les défauts nécessaires des conquérans, il les réunissait en lui. On retrouve dans cet homme extraordinaire la magnanimité d'Alexandre, l'orgueil de Sylla, le coup d'œil de César, la majesté de Charlemagne, et la pénétration de Charles Quint.

Pouvait-il ne pas aimer la guerre? Pouvait-il placer ailleurs que dans la guerre l'accomplissement de sa destinée? Ceux qui lui ont prêté des intentions pacifiques n'ont été que des flatteurs maladroits; et Napoléon lui-même n'était pas sincère, lorsqu'il voulait faire croire au monde que la haine de l'Angleterre pour la France l'avait seule forcé à être un grand capitaine.

Le 14 janvier 1805, il écrit, il est vrai, au roi d'Angleterre : « Je n'attache « pas de déshonneur à faire les premiers pas... La paix est le vœu de mon « cœur... Je conjure Votre Majesté de ne pas se refuser au bonheur de don- « ner la paix au monde. » Mensonge de conquérant que tout cela ! Napoléon savait bien que ce langage ne serait point entendu. Pitt s'était déjà écrié dans la chambre des communes : « Tant que la France aura cet hom- « me à sa tête, l'Angleterre ne sera jamais en sûreté. » Et ces paroles implacables avaient retenti d'une manière terrible dans tous les cœurs anglais. Napoléon ne l'ignorait pas. Il révéla le fond de sa pensée le 4 juin 1805, lorsqu'après avoir reçu à Milan le serment du vice-roi d'Italie, il laissa échapper ces mots, dont toute l'Europe s'émut : « La force des armes est le « principal soutien des états. Il est temps que cette jeunesse qui vit dans « l'oisiveté des villes, cesse de craindre les fatigues et les dangers de la « guerre. »

Oui, Napoléon était né pour la guerre. Il avait trop la conscience de lui-même pour ne pas comprendre que la paix aurait rendu oisives ses plus hautes facultés, et anéanti ce qui faisait la grandeur, l'originalité du rôle que lui avait assigné la Providence.

Il faut s'arrêter sur ce mot *Providence*, puisqu'il s'agit ici d'apprécier un de ceux que notre orgueil appelle grands hommes.

Les grands hommes, en effet, ne sont que les serviteurs aveugles d'une force invisible qui leur confie, en les leur laissant ignorer à eux-mêmes. l'accomplissement des plus vastes desseins.

Les hommes qui s'agitent dans une sphère retrécie, agissent d'après l'impulsion de leur liberté ; bonnes ou mauvaises, leurs passions personnelles font toute leur vie, et leur activité ne fournit à l'histoire que de vains épisodes, que de purs accidents.

Il n'en est pas ainsi de ceux qui laissent sur le monde de fortes traces. Comme ils ne peuvent faire un pas sans pousser quelque peuple en avant ou en arrière, et que de leur existence dépend celle d'un grand nombre d'hommes, il est difficile de croire que ce soit d'eux-mêmes qu'ils tirent l'impulsion qu'ils impriment autour d'eux. Cette impulsion vient d'en haut.

Les hommes médiocres sont libres dans leurs actes : les hommes supérieurs ne le sont pas.

Les uns et les autres ne doivent pas être pesés dans la même balance. Ce qu'il faut chercher dans les premiers, c'est ce qu'ils ont été; ce qu'il faut chercher dans les seconds, c'est ce qu'ils ont fait.

Napoléon a fait la guerre : voilà le point important. Et il l'a faite parce qu'à l'époque où elle a eu lieu, elle était conforme aux lois de la fatalité historique.

Essayons de développer cette idée en la justifiant par les faits. Elle en vaut la peine.

La Révolution, fille de la philosophie du dix-huitième siècle, avait, en abolissant le servage, relevé le peuple de son abaissement matériel; mais il fallait que la guerre, en exaltant les courages, en ouvrant une carrière indéfinie à toutes les ambitions, vint relever le peuple de son abaissement moral. C'est en ce sens que Napoléon fut, à son insu, le continuateur de l'œuvre révolutionnaire.

La Révolution avait donné au peuple le sentiment de sa force; la conquête lui donna la conscience de son génie.

Par la Révolution, le peuple avait appris que toute puissance émanait de lui; par la conquête, il apprit qu'il portait en lui l'aristocratie du talent.

Sous le régime de la Révolution, le peuple avait agi collectivement et avec une ardeur irrésistible : sous le régime de la conquête, il se personnifia dans une foule d'individualités d'élite sorties de son sein et qui allèrent répandre partout l'éclat dont il rayonnait.

La Convention, en faisant trembler toute l'Europe, avait rendu de la démocratie un solennel et formidable témoignage. Napoléon le compléta involontairement en posant une couronne sur la tête d'un palefrenier.

Chose bien remarquable, et que je livre aux méditations des adversaires de la démocratie! Il y eut un moment où, par le fait du plus orgueilleux des despotes, la moitié des trônes de l'Europe fût occupée par des roturiers.

Ainsi, comme premier résultat moral de l'Empire, nous voyons que la guerre fut, dans les desseins de la Providence, le moyen qui força Napoléon, ce père du roi de Rome, ce grand faiseur de marquis et de chambel-

lans, ce grand fondateur de majorats, à ébranler le principe héréditaire, et à ruiner dans l'esprit des peuples l'antique prestige des royautés.

Voilà ce que sont et ce que valent les grands hommes! entre les mains de cette mystérieuse puissance qui gouverne le monde, ils sont encore moins que des instruments, ils sont des jouets!

Mais Napoléon a servi à autre chose qu'à l'abaissement de la royauté : il a servi aux progrès du cosmopolitisme.

Ici, son histoire devient et plus curieuse et plus instructive. Napoléon a parcouru toute l'Europe l'épée à la main : suivant ses propres expressions, il a fait voler son aigle sur les clochers de toutes les capitales du continent. Eh bien! de tant de batailles gagnées, de tant de villes prises d'assaut, de tant de royaumes maniés et remaniés, qu'est-il resté? Rien de tout ce que Napoléon avait cherché à établir, rien de ce qu'il croyait pouvoir rendre durable.

Transportons-nous au mois de septembre 1814. Nous sommes au congrès de Vienne. Voici l'empereur de Russie, voici le roi de Prusse, voici l'empereur d'Autriche, et, à leur suite, une foule innombrable et confuse de petits rois, de princes, de ducs, d'ambassadeurs, de généraux, de savants. Qu'est-ce que ceci? Un congrès. Que fait ce congrès? Demandez au prince de Ligne. *Il ne marche pas, il danse.* En effet, ce ne sont que fêtes splendides, fêtes de jour, fêtes de nuit, bals, galas, joûtes militaires, spectacles, que sais-je? tout ce dont s'amuse la vanité des hommes, tout ce qui les étourdit sur leurs douleurs, tout ce qui leur fait illusion sur leur petitesse. Quant aux occupations qui remplissent les journées de tant de souverains assemblés, elles sont très variées et très agréables. L'empereur Alexandre va s'agenouiller, à côté de Mme de Krudner, au pied des oratoires, mêlant ainsi des amours profanes à de mystiques ardeurs. Le roi de Wurtemberg fait la cour à une princesse russe. Le roi de Danemark se répand en grosses bouffonneries qui désarment la gravité de ses augustes confrères. Les galanteries militaires de lord Castlereagh se croisent avec les galanteries mesquines de M. de Metternich... Que vous dirai-je encore?... Ah! j'oubliais : entre autres passe-temps, ces messieurs se donnent celui de mettre en lambeaux l'empire de Napoléon. Si bien que c'est au milieu des concerts, des bals, des mascarades, des folles bouffées de la joie, que tombe, pierre à pierre, cet immense édifice qui a coûté des fleuves de sang répandu et près d'un mil-

lion d'hommes tués! Que vous semble de ce rapprochement? Quand la fortune se mêle de donner des leçons à l'orgueil humain, elle les donne terribles, n'est-ce pas?

Du reste, l'œuvre de ce trop fameux congrès de Vienne fût complète. Il fit table rase de toutes les conquêtes de Napoléon.

En 1805, Napoléon avait détourné sur l'Autriche les coups qu'il préparait à l'Angleterre. Le vieil empire germanique était resté sur le champ de bataille d'Austerlitz, et Napoléon avait créé la confédération du Rhin, dont il s'était fait le protecteur suprême.

Eh bien, au congrès de Vienne, la confédération du Rhin fût anéantie; elle fût remplacée par une confédération nouvelle, par l'établissement d'une diète dont l'Autriche obtint la présidence, et qui fait rentrer aujourd'hui dans leur ancienne condition de dépendance les princes que la paix de Presbourg avait émancipés.

En 1086 et 1807, Napoléon avait voulu faire descendre la Prusse au rang de puissance du second ordre. Vainqueur, à Iéna, des vieilles bandes du grand Frédéric, vainqueur des Russes à Friedland, il avait comme coupé en deux, à Tilsitt, la monarchie prussienne. Qui aurait jamais pu croire que cette monarchie se relèverait, après avoir perdu le duché de Magdebourg, le comté de la Marche, les principautés d'Halberstaed, d'Hildesheim, d'Eichfeld, de Munster, d'Ost-Frise, les abbayes d'Esseu, d'Elten, de Werden, et, à l'est de l'Elbe, le cercle de Kollbres, la Prusse méridionale, la nouvelle Prusse orientale, etc.?

Eh bien, au congrès de Vienne, non seulement la Prusse fût relevée, agrandie; mais elle gagna plus qu'aucune autre puissance au partage des dépouilles de l'Empire, et ce fut son représentant, le prince de Hardenberg, qui joua dans cette réunion de rois et de princes le rôle le plus important.

En 1809, rappelé en Allemagne par l'hostilité de l'Autriche, que venait de séduire encore une fois l'or des Anglais, Napoléon avait voulu laisser sur la monarchie autrichienne des traces ineffaçables de sa colère. Vainqueur à Wagram comme partout, il avait enlevé à l'Autriche, par la paix de Schœnbrunn, la Gallicie occidentale, le rayon de Cracovie, la Dalmatie hongroise, le cercle de Zamosc, la Carniole, le Frioul autrichien, le terri-

toire de Trieste, la Haute-Carinthie, Saltzbourg, Berchtolsgaden, etc. Quel terrible usage de la victoire!

Eh bien, au Congrès de Vienne, l'Autriche demanda et obtint plus que ne lui avait promis le traité de Tœplitz ; ce fut trop peu pour son ambition de tout le pays situé entre le Pô, le Tesin et le lac Majeur, et elle acquit, par un singulier retour de la fortune, une population qui excédait de près de deux millions d'âmes celle qui, en 1805, reconnaissait ses lois.

Je pourrais pousser plus loin cette démonstration historique. Mais qui ne sait tout cela? Qui ne se rappelle en frémissant avec quelle foudroyante rapidité la France se vit enlever toutes ses conquêtes, et fut refoulée loin des bords du Rhin, dont elle avait si longtemps dominé le cours? Les Pays-Bas, dont l'empereur voulait faire un poste militaire contre l'Angleterre, devenant contre la France un poste de débarquement à l'usage des Anglais; le royaume de Sardaigne créé, fortifié, pour servir de rempart à l'Italie contre l'invasion française; toutes les couronnes qu'avait distribuées la main de Napoléon, tombant l'une après l'autre des fronts qui les portaient; nos millions servant à nouer autour de nous une ceinture de places fortes occupées par nos ennemis; nos propres places démantelées ou passant sous le joug… Voilà où devaient aboutir les efforts les plus gigantesques qu'ait jamais tentés une grande nation conduite au combat par un grand capitaine

Et ce sont des pygmées qui renversent l'œuvre du géant! Quoi qu'en aient dit les étrangers, qui avaient besoin de lui créer une grande influence pour mieux profiter de ses trahisons, M. Talleyrand n'était qu'un homme médiocre; M. de Metternich n'a jamais eu que de l'esprit et la science vulgaire de l'intrigue. Qu'était-ce que cet empereur Alexandre qui prit une part si active au Congrès de Vienne? Un esprit superstitieux et faible, une âme dévorée de tristesse et livrée à tous les vagues tourmens de l'illuminisme. Lord Castlereagh, le diplomate anglais, était d'une ignorance telle, qu'on le surprit, à Vienne, entièrement étranger aux premières notions de la géographie. Voilà de quels hommes la fortune se servit pour mettre en pièces le sceptre du nouveau Charlemagne! Oh! que Pascal disait une chose vraie et profonde quand il s'écriait : « L'homme « est suspendu entre deux abîmes, entre le néant et l'infini! »

Ainsi, de tout ce que Napoléon a cru établir, rien n'est resté; de tout ce

qu'il a jugé durable, rien n'a duré. Ce qui reste de lui, c'est précisément ce qu'il ne voulait pas faire, ou, même, ce qu'il aurait voulu empêcher.

Prenons l'Allemagne pour exemple. Napoléon cherche à la mettre sous la dépendance de l'Empire français. Pour cela, que fait-il? Il déchire la vieille pourpre des Othon, et la confédération du Rhin est créée. Mais pour que les princes confédérés sous la protection de Napoléon puissent se maintenir contre ce qui restait encore de l'Empire germanique, il fallait qu'ils exerçâssent sur leurs sujets, nobles ou plébéiens, une autorité directe et souveraine; il fallait, par conséquent, que dans les pays de la confédération du Rhin, les seigneurs cessâssent de relever immédiatement de l'Empire germanique. De là, les articles 24 et 25 de l'acte de confédération, qui enlèvent aux seigneurs allemands toute suprématie territoriale et politique. Voilà donc la féodalité allemande frappée au cœur. Ce n'est pas tout; le régime féodal, en tombant, ouvre accès au régime représentatif. C'est en vain que le Congrès de Vienne essaie d'inaugurer dans l'Allemagne remaniée le principe du despotisme; peu à peu nous voyons tous les petits Etats qui relèvent de la Diète, demander à grands cris des chambres représentatives. Il faut céder à cette voix du siècle; il faut adopter cette conséquence suprême de la féodalité allemande anéantie. Les deux puissances despotiques qui se partagent l'autorité décisive de la Diète, l'Autriche et la Prusse, s'efforcent de lutter contre l'esprit nouveau. Efforts inutiles! L'esprit nouveau triomphe; le principe électif s'est installé dans plusieurs Etats allemands, et une lutte sourde, une lutte redoutable reste engagée entre ce principe, représenté par les chambres constitutionnelles, et le principe despotique, représenté par la Prusse unie à l'Autriche. Les choses en sont là aujourd'hui; mais cette situation ne saurait durer. Comment se dénouera-t-elle? Il est aisé de le prévoir. Tant que l'Autriche et la Prusse demeureront unies ou sembleront telles, le principe électif aura tout à craindre de cette double dictature. Que peuvent contre deux grandes nations agissant de concert tous ces petits peuples qui vivent séparés les uns des autres et dans l'impossibilité absolue d'associer leurs espérances, de faire faisceau de leurs haines, de combiner leurs efforts? Il est clair que l'Allemagne ne peut arriver à la démocratie qu'en passant par l'unité. Mais cette unité, elle se prépare, elle est inévitable. L'Allemagne ne saurait longtemps avoir deux têtes. C'est le sort de tous les pays fédératifs d'arriver à l'unité par la guerre de deux puissances jalouses. Ces deux puissances furent Sparte et

Athènes dans l'ancienne Grèce; Milan et Pavie dans l'Italie du moyen âge. Dans l'Allemagne moderne, ces deux puissances sont Vienne et Berlin; et voyez si déjà le combat n'est point commencé! Voyez avec quelle habileté la Prusse étend sur toute l'Allemagne la législation de ses douanes et lui impose sa monnaie! L'avenir de l'Allemagne, si je ne me trompe, pourrait se résumer de la sorte : elle sera Prussienne pour devenir le lendemain démocratique. Oui, démocratique, car l'invasion française n'a pas eu seulement pour effet de tuer la féodalité allemande, elle a secoué dans son sommeil cette Allemagne rêveuse; elle l'a ravie pour jamais à cette métaphysique lourde, espèce d'opium que lui versent depuis si longtemps ses philosophes. Si la jeunesse allemande est aujourd'hui moins pensive et plus disposée à l'action, si son cœur bat plus vite, si elle ne se berce plus comme la génération qu'elle remplace, dans l'oisiveté des anciennes études, à qui attribuerons-nous ce grand changement, si ce n'est au contact des habitudes et de l'esprit français!

Demanderez-vous, maintenant, ce que Napoléon a fait en Allemagne? Il a fait passer son cheval dans les rues où avait été célébrée, sous Frédéric-le-Grand, la funeste journée de Rosbach : Qu'est-ce que cela? En 1815, les Prussiens se sont rangés en bataille sur la place du Carrousel.

Il a trôné à Vienne : qu'importe? l'empereur d'Autriche a signé plus tard la sentence fatale qui l'envoyait mourir à Sainte-Hélène.

Il a partagé l'Allemagne avec son épée, donnant une couronne à celui-ci, enlevant une couronne à celui-là. C'est peu de chose en vérité, si l'on se rappelle que la carte politique de l'Allemagne a été, depuis, entièrement remaniée.

Qu'a donc fait Napoléon en Allemagne? ce qu'il n'avait pas songé à y faire : il y a fondé la démocratie.

Mais c'est en Espagne surtout que paraissent ces jeux de la fortune qui ont si singulièrement donné le change au génie de Napoléon.

Vous souvient-il de ces paroles sévères de Châteaubriand (1) : « Il n'est pas besoin de monter sur des tréteaux et de se déguiser en histrion lorsqu'on est tout puissant et qu'on n'a pas de parterre à tromper : rien ne sied moins à la force que l'intrigue. Napoléon n'était point en péril, il pouvait

(1) Congrès de Vérone, VI, p. 7.

être franchement injuste : il ne lui en aurait pas plus coûté de prendre l'Espagne que de la voler? » Il essaya de la voler, cependant, et il le fallait pour l'accomplissement de ces desseins suprêmes que Napoléon servit sans les comprendre. L'Espagne se leva indignée, frémissante. La haine universelle qu'alluma le guet-apens de Bayonne fut le lien mystérieux qui rapprocha tant de provinces désunies. C'était l'ancien fédéralisme qui succombait. Quel prodigieux enchaînement de faits! Partout où cet homme étonnant se présente, sa présence porte atteinte à un mauvais principe. Et ce n'est pas sa volonté qui opère ces merveilles; elles résultent au contraire de la nécessité de résister à ses vues envahissantes, à ses passions, tantôt sublimes, tantôt vulgaires! Depuis le règne de Philippe II jusqu'à celui de Philippe V, les Cortès d'Espagne s'étaient montrées muettes ou avilies. Depuis Philippe V jusqu'à l'invasion de la Péninsule par Napoléon, les Cortès avaient à peine donné signe de vie. On les avait dérisoirement consultées lors du couronnement de Ferdinand VI; de la *jura* de Charles III comme prince des Asturies; de celle de Ferdinand VII : on eût dit d'une institution irrévocablement frappée de mort. Mais Napoléon entre en Espagne : tout change de face. Les juntes *de défense et de désarmement* s'improvisent; bientôt elles se fondent dans une junte centrale qui, au milieu des dangers de la guerre, déploie toute la majesté du sénat romain. Poursuivie de poste en poste par l'ennemi victorieux, cette junte lègue ses pouvoirs à des Cortès générales, issues, à peu de choses près, du suffrage universel, et ce qui reste en Espagne de l'invasion des Français, c'est la constitution démocratique de 1812, constitution qui plus tard sera méconnue, violée par un roi parjure, mais servira de drapeau à toutes les révolutions de l'Espagne moderne!

Pour suivre jusqu'au bout le développement de la même idée, je pourrais montrer Napoléon jetant en Egypte les fondemens d'une société nouvelle, et préparant l'Italie, par l'unité des lois civiles, à l'unité du gouvernement. Mais ces détails m'entraîneraient trop loin. Je crois en avoir dit assez pour prouver que Napoléon n'a rien laissé de ce qu'il voulait établir, et a laissé beaucoup de choses qu'il n'eut jamais l'intention de fonder.

Napoléon était donc l'homme de la fatalité par excellence; il le savait bien lui-même. Il portait dans son cœur je ne sais quelle voix pénétrante qui l'avertissait de toutes les phases de cette fortune si éclatante et si diverse. On a remarqué que, dans ses premières campagnes, il n'avait jamais

songé, en marchant au combat, à s'assurer quelques moyens de retraite en cas de revers. Sa confiance en lui-même était immense alors, presque aussi grande que son génie. Mais elle alla s'affaiblissant de jour en jour, à mesure qu'il avançait dans sa carrière. Qu'on l'étudie pendant les Cent-Jours : son front est devenu soucieux ; il passe une revue au Champ-de-Mars, et il s'en retourne tout effrayé de la vue de ce peuple qui pourtant l'idolâtre. Son génie hésite devant la franchise toute républicaine de Carnot ; sa volonté plie devant les artifices connus de Fouché ; il a peur du bavardage de quelques bourgeois, lui qui, au 18 brumaire, faisait sauter la représentation nationale par les fenêtres, et il s'en va répétant avec amertume : « On ne reconnaît plus le vieux bras de l'Empereur. » Pourquoi cette mélancolie si profonde ? Pourquoi ce balancement d'idées si imprévu ? Ne s'était-il pas vu entouré de plus grands périls ? et la France, requise en vingt jours, ne devait-elle pas lui fournir une preuve suffisante de l'ascendant miraculeux qu'il exerçait sur la nation ? Ce n'était pas d'ailleurs son génie qui l'abandonnait : jamais il ne s'est montré plus grand capitaine que la veille de sa dernière défaite. Mais c'est que, dans ces pressentimens que n'ont point les hommes vulgaires, il voyait son étoile pâlir et son heure approcher. Châteaubriand a bien compris et bien rendu cette grande défaillance de cœur, lorsqu'il a dit dans sa touchante description de la bataille de Waterloo : « Quelques grenadiers blessés restent debout, appuyés sur leurs mousquets, baïonnette brisée, canon sans charge. Non loin d'eux, l'homme des batailles, assis à l'écart, écoutait, l'œil fixe, le dernier coup de canon qu'il devait entendre de sa vie. »

Préparer l'Europe à l'unité démocratique, au moyen de la guerre et par la diffusion du génie français, tel me paraît avoir été le rôle assigné à Napoléon dans l'histoire. Ce rôle, il l'a rempli doublement : d'abord en répandant la France sur l'Europe par ses conquêtes, et surtout en amenant l'Europe en France par sa défaite. Livrée aux étrangers qui foulaient son sol, la France les a moralement et définitivement conquis. De telle sorte que notre œuvre cosmopolite s'est accomplie par nos revers, après avoir commencé par nos triomphes.

Napoléon, vaincu, a plus fortement agi sur le monde que Napoléon victorieux.

Telle a été l'œuvre historique de l'Empire. Mais qui ne sent qu'elle est aujourd'hui terminée ? Non, non, il n'est pas de main qui puisse désor-

mais soulever la pierre de ce tombeau, cette pierre que Dieu semble avoir scellée lui-même. Napoléon pensait se survivre; il s'était dit, dans son orgueil : Je fonderai une dynastie, et il montrait son fils au monde. Or, ce fils, pour lequel il créa tant de nobles, qu'est-il ?

Hélas! dans un caveau par la mort rétréci,
Un moine, en soupirant, répond : Il est ici.
L'Empire est étendu sous la pierre plombée;
Sa dernière lueur est avec lui tombée,
Et ceux qui le cherchaient dans leur vague désir
Entre deux grands cercueils n'ont plus rien à saisir.

Oui, une épitaphe! là est toute l'histoire de votre héritier direct, ô fondateur d'une dynastie qui ne devait pas mourir!

Un jour, deux hommes se rencontrèrent, dont l'un dit à l'autre : « Vous « aurez la Turquie européenne et toutes les conquêtes que vos armées fe- « ront en Asie. Moi, je me rendrai maître de l'Espagne et du Portugal; je « réunirai Rome et ses dépendances au royaume d'Italie; je passerai en « Afrique; je m'emparerai de Tunis et d'Alger; je posséderai Malte; j'en- « vahirai l'Egypte; la Méditerranée ne reconnaîtra que mes voiles et les « vôtres. Voilà qui est bien entendu : vous prenez l'Orient et me laissez « l'Occident. »

Depuis, l'empereur Alexandre est allé s'éteindre de langueur dans un pays sauvage, où on l'entendait répéter souvent : « Je tomberai au coin de « quelque bois, au bord de quelque fossé, et l'on n'y pensera plus. » Comment l'autre empereur est mort et où il est mort... qui l'ignore?

Et voici qu'on vous dirait, monsieur : Il faut refaire l'Empire! Mais c'est parce que la mission de Napoléon était épuisée, entièrement épuisée, qu'on l'a laissé mourir sur ce rocher où *on l'apercevait, cependant, de toute la terre.*

Est-ce l'œuvre de votre oncle avec la guerre qu'on veut? Il faut pour cela une autre Europe et un second demi-dieu.

Est-ce l'œuvre de votre oncle moins la guerre? Mais c'est le despotisme moins la gloire; ce sont les grands seigneurs tout couverts de broderies moins les soldats tout couverts de cicatrices; ce sont les courtisans sur nos têtes moins le monde à nos pieds; c'est un grand nom moins un grand homme; c'est l'Empire moins l'Empereur

---

Les citoyens Faure, Greppo, Nadaud, représentants du peuple, nous communiquent, en nous priant de la rendre publique, la lettre suivante, qu'ils viennent d'adresser à Louis Blanc.

(N. de l'E.)

Paris, 12 août 1849.

CHER CITOYEN LOUIS BLANC,

La persécution, la condamnation, l'exil, n'ont fait que rendre plus profondes, plus ardentes, à votre égard, la confiance et les sympathies du peuple.

Représentans ouvriers à l'Assemblée législative, nous saisissons avec empressement, l'occasion de vous témoigner toute la joie que nous a causée l'apparition de votre journal le *Nouveau Monde*.

Le socialisme est engagé dans une lutte terrible; ses journaux sont arbitrairement suspendus, ses chefs sont en prison ou en exil, son nom même est proscrit. De toutes parts entouré d'ennemis, ce n'est que par le concours, le dévouement de tous qu'il peut se maintenir invincible. Votre rentrée dans l'arène de la presse est un grand sujet de consolation et d'espérance pour les défenseurs de notre sainte cause.

Nous adhérons pleinement à la belle déclaration de principes que vous avez publiée comme programme.

C'est de cette manière large, complète, sans équivoque, sans arrière-pensée, que nous voulons qu'on formule les idées sociales.

Instruction et éducation du peuple;

Abolition de l'exploitation de l'homme par l'homme;

Organisation du travail : voilà ce qui résume tout.

Aujourd'hui, du reste, les camps sont bien tranchés. D'un côté, sont les défenseurs du capital, des priviléges, des monopoles, des exploitations, des tyrannies de toutes sortes. De l'autre sont les défenseurs du travail

et de la production, les défenseurs de la fraternité, de la solidarité universelle; les premiers représentent le passé se continuant dans le présent, les seconds sont les moissonneurs de l'avenir.

Assez longtemps la force et la violence ont pesé sur le monde. Les dominateurs ont couvert la France de châteaux forts, de bastilles, de prisons, de dépôts de mendicité. Le moment approche où ces débris du vieux monde feront place aux mille créations de l'agriculture et de l'industrie régénérées, où le producteur, libre d'entraves, pourra jouir enfin des fruits de son travail, et profiter de ces trésors sans nombre qui sortent chaque jour de ses mains. Une solidarité touchante se substituera à l'individualisme; chacun produira suivant ses forces, chacun consommera selon ses besoins. Il n'y aura plus de frêlons, plus d'oisifs; le travail réparti entre tous, simplifié, réduit par les continuelles découvertes de la science, fournira amplement à toutes les nécessités de la vie.

Deux obstacles arrêtent encore la réalisation de ce brillant avenir : l'ignorance et l'incertitude. Il faut dissiper ces ténèbres que les hommes du passé répandent, à dessein, sur l'intelligence des travailleurs; il faut déraciner les préjugés, fruit d'un esclavage de tant de siècles; il faut détruire les calomnies amoncelées contre nos doctrines par les souteneurs du privilége.

D'autre part, pour répondre à ceux qui nous reprochent de renverser l'édifice social sans rien élever à sa place, de livrer la société humaine à tous les hasards de l'anarchie, il faut que le socialisme, désormais assuré de la victoire, présente ses plans d'organisation future.

A vous, cher citoyen, cette double tâche; du haut de cette nouvelle tribune, continuez l'œuvre si glorieusement commencée au Luxembourg; soyez sûr que dans ce grand travail les vœux, les espérances des travailleurs vous accompagneront, qu'ils vous aideront de leurs concours, qu'ils vous soutiendront de cette force immense que donne l'assentiment de plusieurs millions d'hommes.

Recevez, cher citoyen, les embrassemens fraternels de vos dévoués.

FAURE, Coutelier,
Représentant du Peuple (Rhône).

NADAUD, Maçon,
Représentant du Peuple (Creuse).

GREPPO, Tisseur,
Représentant du Peuple (Rhône).

UN DISCOURS DE M. THIERS.

J'ai sous les yeux le discours prononcé par M. Thiers le 24 juillet, et je me demande comment discours semblable a pu trouver des admirateurs dans un pays qui a produit des penseurs tels que Jean-Jacques et des orateurs tels que Mirabeau. Quoi ! pas une idée neuve ! pas un raisonnement juste ! pas une parole inspirée ! pas un aperçu !

A Dieu ne plaise que je sois de ceux qui, faisant descendre leurs inimitiés aux misérables calculs de la mauvaise foi, nient le talent de leurs adversaires pour les mieux combattre ! M. Thiers est un homme d'un esprit merveilleusement souple, et qui possède quelques uns des heureux secrets de l'art de la parole. Mais c'est pour cela justement qu'il est étrange qu'on vienne vanter un discours dans lequel . est si fort resté au dessous de lui-même. Car, enfin, des récriminations vulgaires, un banal étalage de maximes que sait par cœur quiconque a fait ses humanités, un exposé en mauvais langage de cette théorie de la compression qui est toute la science des hommes d'état de la monarchie, les éternels lieux communs sur *la liberte qui ne doit pas être illimitée*, sur *la liberté de chacun qui a pour limite la liberté d'autrui...*, et, comme conclusion, l'apologie des lois de septembre reproduites, aggravées, envenimées..., voilà ce que nous recommande le bon goût du *Constitutionnel*, voilà ce qui charme les Athéniens du *Journal des Débats* !

Il est vrai que tout cela n'est pas sérieux, et nous avons parmi tant d'autres comédies, la comédie de l'admiration.

Le livre de l'*Esprit*, par Helvétius, contient un chapitre charmant et profond sur l'habileté avec laquelle une société se donne les grands hom-

mes qui lui sont nécessaires, sauf à les inventer s'ils n'existent pas. Ici la réaction avait besoin d'un bon discours : elle l'a supposé.

Il y a toutefois quelque chose à noter dans cet assemblage de phrases vides et vaines : c'est le reproche adressé à certains républicains de la veille de n'avoir été que les plagiaires de ceux qu'avec tant de dédain ils appelaient les hommes du passé. A l'égard des personnages désignés par M. Thiers, à l'égard de M. Marie, à l'égard du général Cavaignac, le reproche est juste, il est accablant. Oui, les lois de septembre ont été dépassées par cette loi du 11 août 1848 qui, pour délits de presse, « prononce des peines de deux ans, trois ans, quatre ans, cinq ans de prison, et des amendes de 1,000, de 2,000, de 3,000, de 4,000, de 6,000 francs. » Oui, en présentant et en soutenant la loi du 11 août 1848, le général Cavaignac et M. Marie se sont traînés servilement dans les voies de la monarchie.

Et que prouve cela ?

M. Thiers ne manque pas d'en conclure que, sous tous les régimes, monarchie ou république, les nécessités de compression sont les mêmes; que, de quelque nom qu'on le nomme, un gouvernement doit se défendre, et se défendre par les moyens à l'usage de la monarchie. Je ne vous blâme pas, crie M. Thiers au général Cavaignac et à M. Marie, je ne vous blâme pas; mais enfin la République n'a pas le droit de nous attaquer, elle qui n'a ni dû, ni pu faire autrement que nous.

Un instant, Monsieur ! Depuis quand la République en est-elle à se personnifier dans le général Cavaignac et dans M. Marie ? Ignorez-vous donc que ces deux hommes sont dans votre camp et non dans le nôtre ? Ignorez-vous que vos opinions et les leurs n'ont jamais différé ni sur l'ensemble ni sur le fond des CHOSES ? Ignorez-vous que le MOT *républicain* était la seule barrière qui vous séparât d'eux, et que cette barrière est tombée le jour où vous avez crié : vive la République ! sachant bien ce que vaut un cri lorsqu'il n'a pas son écho dans le cœur ? Avez-vous oublié que c'est leur alliance avec vous qui a constitué ce faux parti républicain qui n'est que l'ancien parti monarchique avec un nom nouveau ?

M. Marie, grand Dieu ! mais c'est le même qui, dès le lendemain des barricades de février, s'est mis à jouer contre nous, à l'Hôtel-de-Ville, la partie de la contre-révolution ! C'est le même qui, en haine du socialisme, c'est-à-dire de la République vraie, a crée et organisé ces trop fameux ateliers nationaux dont il a souffert qu'on m'attribuât la responsabilité pleine de sang ! C'est le même qui, dans une nuit célèbre, a demandé aux royalistes de décréter d'accusation deux hommes dont tout le crime était d'être républicains !

Le général Cavaignac ! mais n'est-ce pas vous qui, au mois de juin, avez

mis le plus d'ardeur à lui confier la dictature de l'épée? N'est-ce pas au bruit de vos applaudissements, qu'un jour, du haut de la tribune, il s'est tourné vers la Montagne indignée, lui déclarant une guerre à outrance? N'est-ce pas, enfin, pour vous plaire, pour vous servir, pour acheter votre appui, pour vous donner un gage que, le 25 août, il est venu écrire, dans l'Assemblée, à la lueur des flambeaux, les premiers noms de cette liste funèbre sur laquelle figurent aujourd'hui tant de noms républicains?

Il faut que vous le sachiez : ce nous est une mortelle offense que vous enveloppiez la République dans les éloges que vous adressez à de tels hommes, avec une si froide ironie. Car, nous n'avons rien à accepter d'eux, rien, à moins que ce ne soit leur haine et leurs défis!

Qu'il vous en souvienne : ils se sont faits hautement vos complices, ils se sont hautement déclarés nos ennemis. Cette loi du 11 août dont vous parlez, ils l'ont présentée sous votre inspiration, à votre profit; et les socialistes, sur qui elle devait peser, l'ont combattue en vain. Il est étrange que vous nous rendiez responsables, nous républicains, de ce qui s'est fait pour vous, par vous, malgré nous et contre nous. Opposez à la République, si vous l'osez, la conduite de ses serviteurs, non celle de ses ennemis.

C'est là ce qu'il importait de relever dans le discours de M. Thiers.

Et à ce propos, il est un sophisme contre lequel on ne saurait trop soigneusement prémunir les esprits sincères.

J'entends dire chaque jour et, hier encore, je lisais dans le journal de M. Emile de Girardin, qu'à l'exemple de la monarchie, la République avait établi l'état de siége, supprimé des journaux, rompu avec la liberté de la presse, mis le droit à la merci de la force.

Entendons nous : la République à qui tout cela est imputable, c'est celle qui a proscrit ses fondateurs, et que les royalistes n'adoptèrent le 4 mai 1848, que pour la faire à leur image. Elle a copié la monarchie, dites-vous? Mais non : elle l'a continuée; et il n'y a pas à s'en étonner, dès qu'elle avait l'ancien royaliste M. Thiers pour inspirateur, et, pour ministres, les anciens royalistes MM. Barrot et Falloux. Demander compte au principe républicain des fautes ou des excès de ceux qui ont passé toute leur vie à le combattre, ce serait la plus grande des injustices si ce n'était la plus grande des absurdités.

Veut-on juger la République à l'œuvre? Qu'on l'examine pendant les deux mois où des républicains ont exercé sur les affaires publiques une influence réelle. Les actes du gouvernement provisoire sont là : qu'on les consulte. Quelles vengeances avons-nous exercées? Quelles proscriptions avons-nous

ordonnées? Quel journal avons-nous supprimé? Quel domicile avons-nous violé? Quelle prison avons-nous ouverte? Sur quelles libertés avons-nous porté la main? Et cependant, l'ordre a été maintenu ; on n'a pas une seule fois entendu gronder l'émeute; les barricades ont comme disparu d'elles-mêmes; pas une goutte de sang n'a été répandue; pas un pavé n'a frémi sous les roues d'un canon : le Paris de la Révolution n'a eu que son calme d'égal à sa puissance. Le 16 avril, devant la garde nationale bruyamment rassemblée pour défendre ce que le Peuple ne songeait pas à attaquer, le Peuple, que ces précautions calomniaient, n'a témoigné ni impatience ni colère. Ce souvenir, et celui des cent cinquante mille ouvriers qui, le 17 mars, traversèrent la capitale sans causer le moindre désordre, sans pousser le moindre cri de haine, et en donnant à tout le majestueux spectacle de la modération dans la force, voilà ce que le génie de la liberté oppose au génie de la contre-révolution provoquant ce qui devait être prévenu, et condamné à répondre devant l'histoire des sanglantes journées de juin.

Quant aux sommations lancées par M. Thiers du haut de la tribune, quant à cette parole adressée par lui aux socialistes avec tant d'assurance : « Produisez vos systèmes, » la réponse d'hommes tels que Pierre Leroux, Proudhon, Cabet, Considérant, serait en vérité bien facile ; ils n'ont qu'à dire : « Voici nos livres. » Pour le compte du Luxembourg, nous dirons, nous : « Lisez le *Moniteur* ! »

Comment ! le Luxembourg n'a rien proposé, rien annoncé ! M. Thiers a vraiment trop peu de mémoire, et dans un prochain numéro, nous lui rappellerons ce qu'il oublie.

En attendant, nous lui ferons remarquer que ses hautaines sommations ne nous donnent pas le change. C'est sa défense qui se cache dans ses attaques. Ah ! certes, après avoir fait proscrire ses adversaires, il était fort à l'aise pour les interpeller, absents. Mais si quelqu'un de ceux qui se trouvaient alors en prison ou en exil avait pu répondre, nul doute qu'à son tour il n'eût fait à M. Thiers la sommation que voici :

Voyons, exposez-nous vous aussi vos idées. La société souffre, elle est malade, elle se divise en partis ennemis ; elle mène, depuis tantôt un demi-siècle, entre les crises de l'industrie et les révolutions de la politique, entre la misère des uns et la peur des autres, une existence violente et fiévreuse. Que savez-vous, qu'apportez-vous comme remède à ces maux ? — Rien, dites-vous ? Je laisse faire, je laisse passer ; je n'ai pas la prétention de réformer le monde. — Mais, prenez garde ! si la réponse est acceptable de la part d'un simple particulier, de la part d'un homme d'État elle est pitoyable. J'entends... vous avez été ministre, et vous croyez que l'art de gouverner les hommes consiste à faire des lois de septembre, à ouvrir des prisons, à

donner au pouvoir un glaive et une cuirasse, à vaincre dans le combat des rues, et à dire ensuite : Nous sommes les plus forts !... Ah ! Monsieur, au moins faudrait-il, dans ce cas, être le plus fort jusqu'au bout. Or, répondez : Qu'avez-vous fait de la monarchie ? Vous n'avez donc pas même le succès pour voiler la honte de votre administration dure et stérile, de votre politique sans idées. Cette administration, cette politique, trois mots en racontent l'histoire : L'AGITATION DANS L'IMPUISSANCE, LE CHAOS POUR ABOUTIR AU NÉANT.

DE QUEL COTÉ SONT LES AMIS DE L'ORDRE.

On lit dans le *Censeur de Lyon :*

« Il s'était établi, sous le nom de *Société des Travailleurs unis*, une association fraternelle dont le but était de livrer au meilleur marché possible aux consommateurs toutes les denrées de première nécessité. Elle réussissait à merveille. Ayant commencé avec mille francs d'actions émises, dans l'espace de six mois, elle avait déjà ouvert cinq magasins dans lesquels on vendait épicerie, vin, pain et charcuterie ; elle fabriquait elle-même ces deux derniers articles ; elle était sur le point de fonder une boucherie ; enfin elle vendait pour douze à treize cents francs par jour.

« Nous apprenons que, par arrêté du général Gémeau, en date du 11 juillet, la fermeture immédiate de ces magasins a été ordonnée. Cet arrêté ne donne aucune explication et ne fait pas connaître la cause de cet acte rigoureux. »

Voilà comment ceux qui se disent les défenseurs de l'ordre entendent le respect dû à la propriété. Il est vrai que, suivant certaines gens, les socialistes ne sont pas des hommes comme les autres. Avec eux, il n'est point besoin de tant de façons. Le fusil et la fourche !

Mais aussi, que deviendraient donc l'agiotage, l'usure, la fraude, tant d'autres manières plus ou moins respectables de faire fortune, si l'on laissait s'établir, s'étendre impunément par toute la France des associations industrielles qui placent, en tête de leurs statuts, des déclarations pareilles à celle que nous allons reproduire, et qui est extraite de l'acte constitutif des cuisiniers de La Chapelle.

« L'association a pour but unique la suppression de la misère par l'association pacifique et volontaire de toutes les personnes des deux sexes qui voudront mettre en pratique la vraie fraternité, en prenant, pour point de départ, que chacun doit produire selon ses forces et consommer selon ses besoins, loi reconnue par la nature :

« Elle a pour principe la liberté, l'égalité, la fraternité, la solidarité et l'unité.

« Elle a pour base la *famille*, le *travail*, la *propriété sociale, collective et indivisible.*

« Sa formule est celle de l'Evangile du Christ : « Ne fais pas à autrui ce que « tu ne voudrais qu'on te fît ; fais à autrui ce que tu voudrais qu'on te fît. »

« En vue de l'accomplissement de tous les devoirs que l'humanité impose, et pour arriver à garantir les moyens d'existence à tous les êtres humains, les fondateurs de la dite association ont, de concert, arrêté les présents statuts en suivant la ligne de conduite tracée par la nouvelle Constitution. »

LA HONGRIE.

L'Europe assiste, en ce moment, à un des plus nobles et des plus imposants spectacles que lui ait jamais fournis l'histoire. Armés au nom de l'indépendance, conduits au combat par le génie même de la liberté, les Hongrois renouvellent, dans l'Allemagne émue, les prodiges guerriers par où s'immortalisèrent les Suédois pendant la *guerre de trente ans*. Gustave-Adolphe a t-il rien fait que n'égalent, que ne surpassent les exploits de Bem, de Georgey, de Dembinski? De leur côté, les impériaux ont eu dans Windischgraëtz et Jellachich des héros dignes de figurer, sinon pour le génie du moins pour la cruauté, à côté de ces deux renommées sinistres : Wallestein et Tilly. La prise de Vienne n'a-t-elle pas fait revivre, tout récemment encore, les horreurs de ce sac de Magdebourg, qui brille sur l'histoire militaire du XVIIe siècle comme une immense tache de sang ?

Ajoutez que, comme les Suédois pendant la guerre de Trente Ans, les Hongrois combattent ici pour une idée, dans l'intérêt d'une cause européenne, ce qui donne à la lutte qu'ils soutiennent contre l'Autriche et la Russie, odieusement coalisées, un caractère particulier de grandeur et je ne sais quelle beauté vraiment épique.

Aussi les ennemis de la civilisation moderne ont-ils fait des efforts inouis pour rapetisser cette admirable guerre. A les entendre, il s'agirait ici tout simplement d'une question de susceptibilité nationale, compliquée d'une rivalité de races. La cause de l'Autriche, au lieu d'être celle du despotisme contre la liberté, de l'oppression contre l'indépendance, de la

barbarie contre la civilisation, serait celles des Croates et des Serbes contre les Madgyars, c'est-à-dire d'une race conquise contre la race conquérante. Mais cette explication hypocrite se trouve victorieusement démentie par les faits; et l'Europe qui, les yeux tournés du côté de l'Allemagne, suit avec trouble les péripéties de ce grand drame, l'Europe sent bien que là s'agite la question de ses destinées.

Disons l'origine et la nature de cette guerre.

Ce fut vers 894 que, sous la conduite d'Arpad, les Madgyars, peuple d'origine finnoise, entrèrent dans la Hongrie, occupée alors par de nombreuses tribus qu'ils rangèrent sous leur domination. Etienne Ier, dit le *saint*, soumit les Slaves et les Bulgares; ses héritiers conquirent successivement la Croatie, la Slavonie, la Dalmatie; de sorte que la victoire réunit autour de la croix de saint Etienne des populations dont, aujourd'hui encore, on doit en convenir, la diversité originelle n'est point effacée.

En 1526, la ligne royale des Jagellon s'étant éteinte sur le champ de bataille de Mohacs, où Louis II fut vaincu par les Turcs et tué, les Hongrois offrirent la couronne à un prince de la maison de Habsbourg, à Ferdinand Ier d'Autriche. Mais Ferdinand Ier ne fut élu roi de Hongrie qu'à une condition : c'est que l'indépendance de ce pays serait reconnue et sa constitution respectée. Le seul lien qui fut alors noué entre l'Autriche et la Hongrie, ce fut... le roi (1).

Depuis, quatorze princes de la maison de Habsbourg ont régné sur la Hongrie, et pas un n'a été sacré à Presbourg, pas un ne s'est vu poser sur le front la couronne de saint Etienne, sans avoir préalablement juré d gouverner la Hongrie d'après ses lois nationales, en respectant ses coutumes et avec le concours de la Diète.

Dans le manifeste publié dernièrement au nom du gouvernement hongrois, par le comte Ladislas Téléki, on lit que l'empereur Joseph II ayant tenté de renverser la Constitution hongroise et d'appliquer à la Hongrie le système de l'unité autrichienne, la Diète de 1790 exigea de son successeur des garanties nouvelles, et qu'il fut solennellement reconnu par Léopold II : « Que la Hongrie était un pays libre et indépendant dans tout « son système de législation et d'administration; qu'elle n'était subordon- « née à aucun autre peuple ou à aucun autre état : mais qu'elle aurait « toujours sa propre existence, sa propre Constitution, et serait, consé- « quemment, gouvernée (2) par des rois couronnés d'après ses lois et cou- « tumes nationales. »

Ce serait donc une hérésie historique que de regarder la Hongrie comme

(1) Voy. *la Déclaration de l'indépendance de la nation Hongroise.*
(2) Manifeste publié par le comte Ladislas Téléki, p. 3.

une *province de l'Autriche.* Autant vaudrait dire que l'Angleterre est une province du Hanovre, depuis qu'un prince de la maison de Hanovre a ceint la couronne d'Angleterre.

Voilà pourtant l'erreur que les scribes aux gages du cabinet de Vienne se sont étudiés ardemment à accréditer, pendant que, de son côté, la politique autrichienne faisait converger vers l'anéantissement de l'indépendance des Hongrois tous ses efforts et tous ses artifices.

Dans les derniers temps, la pensée d'usurpation que nourrissait le cabinet de Vienne étant devenue plus manifeste, une formidable opposition se forma en Hongrie, et Kossuth fit son apparition sur la scène de l'histoire. La santé de cet homme puissant s'était altérée dans les cachots de l'Autriche, mais la souffrance et la solitude avaient mûri son génie. Une fermeté calme, un remarquable talent d'organisateur, une éloquence où la magnificence orientale se mariait à l'esprit de l'Occident, des vues d'hommes d'état colorées de mysticisme et poétisées par l'enthousiasme, voilà ce que Kossuth venait mettre au service de sa patrie et de la liberté. Ce fut lui qui contribua le plus à faire de l'indépendance de son pays une question européenne. Non content de mettre les esprits en garde contre les projets envahissants de la cour de Vienne, non content de demander un ministère national et un pouvoir exécutif responsable, il prêcha l'abolition de la dîme, l'abolition de la corvée, une plus juste répartition des impôts, l'égalité des droits politiques, et intéressa de la sorte les paysans à faire cause commune avec les nobles.

Tel était donc l'état des choses, lorsqu'éclata ce coup de foudre de février qui fit tressaillir toute l'Europe... Non, je n'oublierai jamais ce qui, peu de jours après, se passa au Luxembourg. Les membres du gouvernement provisoire y étaient venus rendre visite aux délégués des corporations, rassemblés dans l'ancienne chambre des pairs. Un fraternel échange de bons sentimens ayant eu lieu entre les visiteurs et les visités, le gouvernement avait quitté la salle et allait sortir du palais, quand, soudain, s'approchant de moi, M. de Lamartine me dit avec un joyeux enthousiasme: « Grande nouvelle! Vienne est en révolution et M. de Metternich en fuite. » Je remonte aussitôt dans l'assemblée; j'annonce ce que je viens d'apprendre... Ce ne fut qu'un mouvement, ce ne fut qu'un cri. Debout, le visage altéré, les yeux humides, ils s'écrièrent tous, par une même inspiration, d'un commun élan : Vive la république universelle! Hélas! hélas! ces heures de sublime exaltation sont déjà loin de nous! Mais elles reviendront, car la justice est immortelle et Dieu est invincible.

La Révolution de Vienne, fille de la nôtre, avait rendu l'Autriche constitutionnelle; la diète hongroise ne perdit pas un instant : ministère national et responsable, égalité civile et politique sans distinction de langue ou de

communion ; participation proportionnée des citoyens, nobles ou non, aux charges publiques, la Diète vota toutes ces réformes avec une sorte de transport, et la noblesse y accomplit l'œuvre de régénération en concédant gratuitement aux cultivateurs les terres qu'ils avaient reçues d'elle comme tenanciers.

Qu'on juge du désespoir des conseillers absolutistes de l'empereur ! Cette uniformité autrichienne dont ils avaient tant caressé le rêve échappait à leurs illusions, et, pour comble de malheur, ils voyaient se dresser devant eux le spectre de la démocratie. Mais que faire? Combattre à visage découvert un mouvement auquel les magnats eux-mêmes avaient applaudi, et à la tête duquel se montrait la noblesse hongroise? c'eût été hasardeux. Repousser à Pesth ce qu'on était forcé d'admettre à Vienne, et prétendre imposer à la Hongrie et à l'Autriche un ministère hermaphrodite : irresponsable à l'égard de la première, responsable à l'égard de la seconde? On ne le pouvait, ne fût-ce que par un sentiment de pudeur, jusqu'à ce que la fougue de l'esprit révolutionnaire se fût un peu ralentie. La sanction de l'empereur fut donc obtenue ; un ministère hongrois fut nommé, dont le comte Bathiany eut la présidence ; et, le 11 avril 1848, Ferdinand se rendit à Presbourg où, entouré de sa famille, il donna solennellement aux Hongrois sa royale parole.

Vaine cérémonie! Pompeux mensonge où se cachait une trahison! La révolution de Vienne amena des changemens de cabinet sans amener un changement de système. L'avènement de ministres populaires, tels que Pillersdorf et Schwarzer, ne devait servir qu'à masquer l'action politique du baron de Wessenberg, de Krauss, de Bach, de Latour, seuls dépositaires des secrets et des vues, des traditions et des projets du despotisme autrichien. La personne de Metternich était à Londres, son esprit était resté à Vienne.

Quant à Ferdinand V on assure que, plus d'une fois, sa conscience se révolta à l'idée de renverser la constitution de Hongrie ; on assure qu'à ceux qui l'y exhortaient il répondit plus d'une fois : « Et mon serment? » Mais de quelle autorité pouvaient être les scrupules d'un prince tombé dans un idiotisme absolu, qui passait son temps à prendre des mouches dans un livre, et qui sut égaler cet empereur Claude, dont Tacite a peint si énergiquement l'imbécillité?

L'intrigue fut l'arme dont les politiques de la cour de Vienne se servirent. La question des races fut la mine qu'ils songèrent à allumer. Ils pensèrent qu'avant d'asservir la Hongrie, il fallait trouver moyen de l'affaiblir par des discordes intestines. Aux yeux des Serbes et des Croates, les Madgyars n'avaient été longtemps que les hommes de la conquête, et la substitution de la langue des Madgyars à la langue latine dans les régions officielles n'avait pas été sans éveiller au sein de la Croatie un sourd mécontentemnt. Ce fut sur ces

germes de dissension que la cour de Vienne fonda ses calculs : *Divide et impera.* En conséquence, nommé ban ou gouverneur de la Croatie, Jellachich reçut secrètement mission d'agiter dans le pays la question des races, c'est-à-dire les torches de la guerre civile, avec cette clause qu'on désapprouverait publiquement sa fidélité jusqu'au jour où l'on se sentirait en mesure de lever le masque.

A cet égard, nul doute possible, tant fut grossière la façon dont les acteurs jouèrent cette indigne comédie ! A peine installé, Jellachich avait décrété la loi martiale contre tout Croate qui reconnaîtrait le lien qui unissait la Croatie à la Hongrie; il avait hautement dénoncé l'établissement du ministère hongrois comme une usurpation sur le pouvoir de l'empereur-roi ; il avait, de sa propre autorité, contrairement aux lois constitutionnelles, convoqué l'Assemblée générale de Croatie. Et, là-dessus, l'empereur de fulminer. Mais, désavoué hautement, Jellachich ne fait qu'en rire. Mandé à Inspruck, il désobéit tout net. Suspendu par ordonnance impériale de toutes ses charges et dignités, il redouble de fanatisme pour le gouvernement autrichien et les droits de l'empereur, semblable à ces animaux qui lèchent la main qui les frappe.

Pourquoi d'ailleurs les Croates se seraient-ils, en un tel moment, déclarés contre la Hongrie? Est-ce que la Croatie n'avait pas été appelée au bénéfice des réformes votées par la Diète de Presbourg? Est-ce que les pouvoirs de ces Assemblées générales n'avaient pas été étendus? Est-ce que le nombre de ses représentans à la Diète de Hongrie n'avait pas été élevé de trois à dix-huit? Est-ce que les citoyens de la Croatie ne venaient pas d'être admis à exercer tous les emplois de l'Etat? Est-ce que deux sections croates n'avaient pas été créées pour faire place aux Croates dans les charges nouvellement instituées? Est-ce que les paysans de la Croatie n'avaient pas reçu des terres comme ceux de la Hongrie? Quoi ! pour se rappeler qu'ils étaient un peuple conquis, les Croates auraient d'eux-mêmes choisi le moment où la conquête abdiquait? Non ! non ! ce qui était au fond de l'agitation, c'était la main de l'Autriche.

Et notez bien que pendant ce temps les Serbes, eux aussi, avaient leur Jellachich dans le colonel Etienne Suplikacz. Or, la révolte ici ne fut pas moins qu'une guerre d'extermination. Les bandes venues de la Serbie couvrirent les contrées du Bas-Danube, rasant les villages, incendiant les villes, égorgeant les populations. Car, le gouvernement autrichien voyait tout cela d'un œil sec, et c'est ainsi qu'était récompensé le dévoûment chevaleresque de ceux qui avaient poussé ce cri célèbre : *Moriamur pro rege nostro Mariâ Théresâ !*

Dans ce grand danger de la patrie hongroise, une nouvelle Assemblée, basée sur la représentation nationale élargie, s'était ouverte à Pesth le 2 juil-

let 1848. Aussitôt deux décrets parurent : l'un, ordonnant une levée qui portait l'armée à 200,000 hommes; l'autre, ouvrant un crédit à cet effet.

Le dénoûment approchait, comme on voit. Après avoir éludé la sanction qui lui était demandée, l'empereur, ou plutôt son conseil, laissa tomber le voile. On déclarait que les concessions faites à la Diète de Presbourg avaient été extorquées. Extorquées? Et comment donc? N'était-ce pas librement dans l'exercice de sa puissance impériale, en dehors de toute coërcition et de toute menace, que Ferdinand était allé donner aux Hongrois, dans la ville de Presbourg, sa parole pour gage ? N'y avait-il pas eu, là, consécration pacifique de vœux pacifiquement exprimés ? Et puis, de quel droit le despotisme appelle-t-il *extorqués* les biens que la liberté lui reprend ? A ce compte notre nuit française du 4 août en 1789, n'aurait été qu'un vol immense fait à la féodalité ; et l'opprimé, en secouant ses chaînes, se rendrait coupable de spoliation envers l'oppresseur !

La Diète tint bon, et, au commencement de septembre 1848, Jellachich, qu'une ordonnance impériale venait de rétablir dans ses charges et dignités, Jellachich passait la Drave.

Ici les événemens se pressent. Mis par les Hongrois à la tête de leur armée, le palatin déserte son camp, où il laisse sa démission, et se réfugie à Vienne. François Lamberg est nommé par l'empereur commandant général des troupes de Hongrie ; mais l'ordonnance est violée par un meurtre. Jellachich entre en Hongrie ; à quatre mille de Bude-Pesth, il est victorieusement repoussé par les Hongrois, dont un comité de défense, que préside Kossuth, va désormais conduire les destins.

L'insurrection de Vienne, au mois d'octobre, empêcha seule que, dès alors, la Hongrie ne fût de toutes parts et complètement envahie, l'armée autrichienne ayant été pendant quelques semaines employée, sous le commandement de Windischgraetz, à réduire la capitale de l'Autriche.

Il est à remarquer que, lorsqu'une cause est juste au fond, elle le devient ordinairement sous tous les aspects. Pendant que les Hongrois s'armaient pour défendre un droit sacré, un droit incontestable, la cour de Vienne anéantissait elle-même le seul titre sur lequel pussent s'appuyer *en apparence* ses prétentions à l'égard de la Hongrie. Ferdinand V, en effet, déposait une couronne trop lourde pour son front, et c'était sur celui de son neveu François-Joseph qu'elle passait, grâce aux artifices d'une princesse qui a été justement surnommée la moderne Agrippine. Or, « aux termes de la « Constitution, la royauté en Hongrie repose sur un double traité conclu « entre le peuple et le souverain, traité par lequel celui-ci ne reçoit la cou- « ronne qu'en échange de ses sermens aux lois. Aussi le couronnement seul « donne-t-il, en Hongrie, titre et qualité de roi. L'empereur François-Jo- « seph, revendiquant la Hongrie au nom des droits qu'il prétend tenir de

« son oncle, et sans avoir conclu avec le peuple Hongrois le pacte qui seul « donne la couronne, n'est plus qu'un prétendant étranger, entreprenant « la conquête d'un pays libre et indépendant. (1). »

Maintenant, qu'est-il besoin de dire par quels efforts de courage, par quels traits de prudente audace, par quelle étonnante série de victoires coup sur coup remportées, les Hongrois ont immortalisé leur résistance ? On sait comment s'engagea la lutte devenue générale. Maître de Vienne, Windischgraetz affichait le plus orgueilleux délire, et la cour de Vienne disposait déjà de la Hongrie comme ferait un propriétaire de son domaine. Jellachich fut d'avance donné pour gouverneur à la Dalmatie ; les fauteurs de l'insurrection des Serbes, Etienne Suplikacz et Joseph Rajacsics, furent nommés, le premier vayvode, le second patriarche de la principauté de Serbie ; et l'invasion autrichienne se fit précéder par des proclamations où l'injure servait de prélude au meurtre. Le plan de l'expédition avait été conçu de telle sorte, qu'on eût dit qu'il s'agissait, non pas de conquérir un royaume, mais de cerner des brigands, et de les cerner de manière à ce qu'il n'en pût échapper un seul. L'armée autrichienne fut en effet divisée en quatre corps principaux, qui devaient envahir la Hongrie par l'Autriche, par la Gallicie, par la Transylvanie, par la Croatie, en communiquant l'un avec l'autre et en formant un cercle mouvant, de plus en plus resserré à mesure qu'il allait vers son centre. On espérait pouvoir ainsi presser les Hongrois, les ramasser sur un point et en finir d'un seul coup. C'était, suivant l'expression de Kossuth, un vaste plan d'assassinat. Or, telle était la confiance de Windischgraetz, qu'en quittant Schoenbrunn, il se donnait déjà le surnom de victorieux. L'insensé ! Il n'avait pas fait entrer dans ses calculs l'héroïsme de ses ennemis ! La Hongrie fit alors ce que, pendant notre grande révolution, la France avait fait après le fameux rapport de Barrère. Deux cent mille combattans sortirent de terre comme par enchantement. Poudrières, manufactures d'armes, fonderies de canon, l'enthousiasme créa du jour au lendemain tout ce que réclamait la guerre. Et, au bout de quatre mois, battus, décimés par le froid, décimés par la faim, découragés, consternés, les Autrichiens en étaient réduits à implorer les secours de la Russie.

Ainsi, par un juste châtiment du ciel, l'Autriche, pour avoir voulu attenter à l'existence d'un peuple libre, se trouvait amenée à courir elle-même au devant de la servitude. Car les hommes d'Etat du cabinet d'Olmütz auraient dû se rappeler que, depuis Pierre-le-Grand, les flatteries de la Russie ont toujours été funestes, ses caresses toujours empoisonnées, ses embrassemens toujours mortels; ils auraient dû se retracer l'image de la Perse, de la Pologne, de la Bessarabie, de la Moldavie, de la Valachie, de la Turquie

(1) Manifeste publié par le comte Ladislas Teleki, page 40.

surtout, *protégées* par les Russes; ils auraient dû, rien qu'en regardant autour d'eux, se demander si l'établissement russe fondé aux embouchures du Danube, en vertu du traité d'Andrinople, n'avait eu rien de menaçant et pour la navigation intérieure de l'Autriche et pour ses communications avec la Mer-Noire. Mais non : il était écrit que la puissance autrichienne pousserait jusqu'au suicide la passion de s'agrandir. Que son sort s'accomplisse!

Malheureusement, s'il y a danger pour l'Autriche, il y a danger aussi pour toute l'Europe occidentale. Et c'est précisément ce qui donne à cette guerre de Hongrie une incalculable portée. Aveugles les gouvernemens qui ne voient pas que, depuis Pierre-le-Grand, la Russie n'a pas cessé un seul jour de marcher au complet asservissement des divers peuples européens! Qu'on la suive à travers les deux derniers siècles. En 1774, elle est conduite sur les bords de la Mer-Noire par la paix de Kaidnarji, puis dans le Kouban et la Crimée, par le traité de Constantinople. En 1812, la paix de Buckarest lui livre les rives du Pruth et la Bessarabie. En 1829, le traité d'Andrinople l'établit dans le Delta formé par les embouchures du Danube et sur un littoral de deux cents lieues. En 1830, elle pèse déjà sur la ville des sultans; car, Constantinople! voilà le but suprême marqué par le doigt de Pierre-le-Grand.

Lord Chatam disait : « Avec un homme qui ne voit pas les intérêts de « l'Angleterre dans la conservation de l'empire ottoman, je n'ai pas à dis- « cuter. » Il avait bien raison; il comprenait que l'occupation de Constantinople par les Russes enlèverait à l'Angleterre son influence dans la Méditerranée, ses moyens de communication avec l'Inde par la Turquie, une partie de l'importance de ses possessions du Levant et un débouché ouvert à l'exportation de trente millions de produits anglais. Or, ainsi que le fait observer la *Revue d'Edimbourg*, pour le cabinet de Saint-James, la question aujourd'hui est de savoir si les Russes, par Vienne, n'iront pas aussi directement à Constantinople que par Bucharest!

En ce qui touche la France, ce n'est pas seulement son pouvoir matériel qui est mis en péril, c'est sa puissance intellectuelle et morale, c'est sa vie politique. L'empereur Nicolas, en envoyant ses armées à l'Autriche, ne s'est pa caché de ses desseins. « La Russie, a-t-il crié fièrement au monde « attentif, la Russie remplira sa sainte mission! » C'est-à-dire : « Les « Français veulent faire l'Europe républicaine, eh bien! les Russes la feront « cosaque. » Il est certain, en effet, que deux principes irréconciliables se disputent aujourd'hui le monde, et que ces deux principes sont représentés, l'un par la France de la démocratie, l'autre par la Russie de l'empereur Nicolas.

Et le gouvernement français reste enveloppé dans son insouciance! Et,

plus effrayés de la perte possible de leurs priviléges que des périls de la patrie, les réactionnaires parlent des Cosaques en se jouant! Et Louis Bonaparte prête une oreille charmée aux félicitations insidieuses qui lui viennent de Saint-Pétersbourg! Que dis-je? comme si ce n'était pas déjà trop de ce grand *laissez passer* accordé aux envahisseurs de l'Allemagne, voilà qu'on vient de tuer la République romaine, de manière à ménager à l'invasion russe le secours des troupes de Radetzki, redevenues disponibles! Ah! quel Français digne de ce nom pourrait, à un tel spectacle, ne pas sentir saigner tout son cœur?

En Angleterre, on doit le reconnaître, l'appréciation de l'état des choses est plus vive, elle est plus vraie. Nul doute qu'ici la sympathie pour la cause des Madgyars ne soit générale. Les souscriptions ouvertes en leur faveur, les meetings où l'on exalte leur héroïsme, les débats du parlement où retentit leur nom, le langage des journaux, les interpellations adressées aux ministres, la nature des réponses de lord Palmerston, tout montre que, pour l'Angleterre, les événements de la Hongrie sont le sujet d'une préoccupation profonde. L'aristocratie britannique elle-même s'en émeut, et si le caractère démocratique de la lutte soutenue par Kossuth l'inquiète, cela du moins ne l'empêche pas de comprendre ce qu'au point de vue de l'intérêt anglais, l'intervention des Russes a d'alarmant. Mais qu'importent les souscriptions et les vœux et les meetings et les paroles? Il faudrait... un acte.

Toutefois, gardons-nous de désespérer de la Hongrie, alors même que, par une pusillanimité qui serait le comble de la folie, les gouvernemens européens la laisseraient abandonnée à ses propres forces. A ce qu'elle a déjà fait, on peut juger ce dont elle est capable. Avec des politiques tels que Kossuth, Szemere, Duscheck, Csanyii; avec des généraux tels que Georgey, Bem, Dembinski, Klapka, que ne peuvent des soldats qui sont évidemment de la race des héros?

Aussi bien, la configuration géographique de la Hongrie se prête à une défense désespérée. La chaîne de montagnes qui, séparant la Hongrie et la Transylvanie de la Gallicie et de la Moldavie, s'étend en cercle de Presbourg à Cronstadt, et de Cronstadt à Weisskirchen le long de la Valachie, se trouve merveilleusement appropriée à la guerre de guérillas, attendu qu'elle offre une foule d'étroits défilés où un petit nombre de partisans hardis peuvent tenir tête à une armée. Entre Presbourg et Pesth, les rivières forment tantôt des torrents rapides, tantôt des marais. Les chemins, là où il y en a, sont mauvais même dans la plus belle saison et impraticables pendant l'hiver. Au reste, ce n'est pas seulement à la guerre de bandes que la configuration de la Hongrie est adaptée; elle offre aussi des ressources pour la grande guerre. Les plaines immenses du centre permettent à la cavalerie de se déployer, et chacun sait que la cavalerie hongroise est une des premières du monde.

D'un autre côté, il convient de ne pas trop s'exagérer les forces de la Russie. A vrai dire, c'est par sa diplomatie bien plus que par ses armes qu'elle a fait tant de conquêtes. Formidable chez elle, en se répandant, elle s'expose et se découvre. Sans compter que le servage est une plaie creusée dans son flanc, plaie à demi-voilée, mais qui tôt ou tard deviendra mortelle. Quelque fastueuse que soit l'autocratie du czar, les serfs n'ont pas encore dit le dernier mot de leurs vengeances, et nul ne sait au juste ce qui se passe au fond de ces populations qu'une infranchissable barrière sépare de tout ce qui n'est pas elles. En 1773, elles fournirent à Pougatchef l'armée d'esclaves révoltés qui fit trembler Moscou! Qui oserait jurer qu'un autre Pougatchef est impossible?

Quoi qu'il en soit, les Madgyars sont debout; ils ont le glaive en main, et, suivant l'expression du conventionnel Isnard, ils ont au loin jeté le fourreau. Non, ne désespérons pas de leur fortune puisqu'elle est confiée à leur héroïsme. Et n'oublions pas, non plus, que, dans ce moment, les Hongrois rendent à l'Europe occidentale un service immortel. « J'ai trouvé la Russie « *rivière*, a dit Pierre-le-Grand dans son testament, je la laisse *fleuve* ; mes « successeurs en feront une vaste *mer*. » Eh bien, les Hongrois sont destinés à faire mentir cette prophétie orgueilleuse, par la grâce de Dieu et de leur épée.

AUX CITOYENS

MEMBRES DES ASSOCIATIONS OUVRIÈRES.

Mes chers amis,

On niait qu'il fût possible de mettre en pratique les idées d'association fraternelle; on niait que de simples travailleurs pussent réunir assez d'intelligence pour conduire de grandes entreprises industrielles; assez de zèle, d'esprit d'ordre et de discipline pour se passer d'un maître.

Aux détracteurs de l'association, vous avez répondu comme ce philosophe de l'antiquité devant qui on niait le mouvement: vous avez créé des associations.

Aujourd'hui, c'est par centaines qu'on les compte à Paris, dans toutes les grandes villes de France, jusqu'en Belgique.

Par quels travaux, au prix de quels sacrifices vous êtes arrivés à de semblables résultats, Dieu le sait et l'avenir vous en tiendra compte. Oui, bientôt, avec l'histoire des Délégués du Luxembourg, nous pourrons raconter tant de dévoûmens ignorés, tant d'efforts modestement héroïques, et l'on verra ce que vous avez eu à faire, pour donner à de nobles idées le mouvement et la vie, pour dompter la routine, pour déjouer les complots du capital irrité, pour surmonter les obstacles que vous créaient dans votre propre camp la jalousie et la défiance. Seuls, livrés à vos faibles ressources abandonnés par l'état, qui aurait dû être votre banquier, s'il eût compris sa mission, vous avez lutté victorieusement contre la pression du vieux monde, contre un formidable déploiement de res-

sources mises au service des passions qui vous sont hostiles, contre la coalition de tous les monopoles : monopole du pouvoir, monopole de la richesse, monopole de la science ; vous avez triomphé de la tyrannie de votre propre misère. Au milieu d'une société en proie aux fureurs de la concurrence, société ignorante, égoïste et malade, vous êtes venus non pas seulement annôncer mais réaliser la bonne nouvelle, cette bonne nouvelle qui, du temps du Christ, s'appelait L'ÉVANGILE, et qui s'appelle aujourd'hui FRATERNITÉ.

Eussiez-vous échoué, on n'en aurait pu rien conclure pour la condamnation de notre principe. Qui ne sait les incertitudes et les difficultés d'un premier début? Dans les mers orageuses du Nouveau-Monde, que de vaisseaux se sont perdus sur les écueils inexplorés encore, avant que l'art de la navigation se fût tracé de sûrs et invariables chemins! Si, parmi tant d'associations qui s'élèvent et prospèrent, on en a vu quelques-unes succomber pour ainsi dire en naissant, d'autres après de brillans commencemens, s'arrêter tout à coup et dépérir, c'est ailleurs que dans la fausseté des bases fondamentales que sont les causes de ces désastres. Eh bien! ces causes, il importe de les rechercher, de les produire au grand jour, soit pour confondre les détracteurs de mauvaise foi, soit pour éclairer les associations sur les périls à éviter.

Et d'abord, rappelons-nous que toutes les associations créées n'ont pas eu la même origine, c'est-à-dire le désir de préparer l'affranchissement des travailleurs et de mettre un terme à l'exploitation de l'homme par l'homme. Dès les premiers jours, un succès inespéré tenta la cupidité des spéculateurs. Partout où l'on voyait briller le mot magique : ASSOCIATION, le peuple accourait en foule. Au bout d'un mois d'existence, certains de ces établissemens avaient pris une extension colossale. Des patrons prêts à faire faillite abattirent leur enseigne, décorèrent leur boutique du niveau égalitaire et continuèrent, sous un masque, à exploiter leurs ouvriers et le public ; il n'y avait là de fraternel, en réalité, que la devanture. On ne tarda pas à découvrir la fraude, la clientèle disparut ; il fallut enrayer ; mais la chûte des ennemis de l'association fut mise sur le compte du principe d'association lui-même.

Il serait injuste d'exiger de la masse des travailleurs les vertus d'un état de société pour lequel ils n'ont pas été élevés, où tout est nouveau pour eux et imprévu, où tout se trouve en contradiction flagrante avec leurs idées reçues, leurs préjugés, leur éducation. Pour cette raison même, il eût été utile que les créateurs des premières associations se fussent montrés fort rigoureux dans le choix de ceux qu'ils admettaient à partager leurs travaux. Malheureusement, il n'en a pas été ainsi. Tous les hommes qui sont entrés dans les associations n'y ont pas apporté le même esprit. A côté des apôtres fervens du principe, à côté des cou-

rageux initiateurs qui se dévouaient pour en réaliser l'application, à côté de ceux qui ne s'étaient point dissimulé les difficultés de l'entreprise et qui se tenaient prêts au sacrifice, il y avait les indifférens et les faibles, ceux qui croyaient trouver dans une nouvelle formule du travail la satisfaction immédiate de tous leurs besoins et un bien-être venant de lui-même. Ils oubliaient que, dans l'état des choses, l'association devait être avant tout une œuvre de dévoûment, un effort d'abnégation, et déçus dans leurs espérances exagérées, livrés au découragement, ils devenaient bientôt des élémens de désordre. Que cet exemple vous serve, mes chers amis. Persuadez-vous bien, en vous associant, que vous marchez vers la terre promise, mais par de rudes sentiers. Pas d'illusions trop riantes : elles vous conduiraient peut-être à d'amers dégoûts. Vous avez à conquérir le bonheur, vous n'avez pas à l'accepter. Or, toute conquête exige de la patience et du courage.

Des entreprises avaient débuté de la manière la plus brillante ; elles avaient mené à fin de grands travaux, réalisé des bénéfices considérables, et voilà que cette prospérité s'éteignait subitement pour faire place à la ruine, sous le coup d'une catastrophe commerciale, résultat de l'inexpérience des associés. Il ne faut pas trop s'en étonner. Pour la première fois, les ouvriers se voyaient tirés de la sphère étroite de l'atelier. Les directeurs des associations, ouvriers comme leurs frères, furent appelés à conduire des opérations industrielles souvent entreprises sur une très grande échelle, et qui exigeaient toute l'expérience du négociant le plus rompu aux affaires ; leur science pratique n'a pas toujours été au niveau de leur dévoûment et de leur zèle. Cela suffit pour montrer combien il importe aux ouvriers associés d'apporter le plus grand discernement dans le choix de ceux qui doivent les diriger. En un acte aussi grave, on doit faire bon marché de toutes les questions personnelles. Choisissez, c'est l'intérêt commun, le plus probe, le plus capable ; mais, en même temps, fixez à son pouvoir des limites qui ne lui permettent pas de compromettre les destinées de l'association ; entourez-le d'une surveillance active qui le suive dans tous ses actes ; qu'il soit facilement révocable, et que son autorité puisse cesser le jour où elle cesserait d'être féconde. La position d'un gérant d'association ne doit pas exciter la jalousie, parce qu'il doit être bien entendu qu'il n'y a point de fonctions *inférieures*, point de fonctions *supérieures* ; toutes sont également honorables, dès qu'elles sont toutes utiles à la société. Pas d'association longtemps possible, si l'on n'admet pas comme un principe sacré, inattaquable, que CELUI-LA FAIT CE QU'IL DOIT, QUI FAIT CE QU'IL PEUT.

Après les dures épreuves qui ont été traversées, il est inutile de rappeler l'imprudence de ces travailleurs qui, pressés de réaliser une association, allaient follement se placer sous le joug de prétendus protecteurs, organisateurs, bail-

leurs de fonds. Ils ont payé assez cher leur crédulité. Les associations doivent être constituées, organisées, dirigées par les ouvriers. Les hommes qui cherchent à s'immiscer dans leurs affaires ne sont bien souvent que des intrigants qui veulent les exploiter commercialement, ou bien en faire des instrumens politiques.

Une de vos grandes préoccupations doit être aussi d'appeler à vous, par le bon marché, la nombreuse classe des consommateurs pauvres. Je sais bien que les associations ne peuvent faire le métier de sangsues publiques comme ces négociants, toujours à l'affût des ruines et des faillites, qui profitent des malheurs de leurs confrères pour se faire céder à des prix fabuleux des marchandises, revendues ensuite au-dessous du cours, avec un bénéfice énorme. Je sais bien que les associations ne peuvent pas non plus, comme le font les confectionneurs, spéculer sur le chômage et la misère ; qu'elles ne peuvent, en exécutant le travail à vil prix, faire tomber encore le taux, déjà si réduit, des salaires ; qu'il y a conséquemment, pour elles, nécessité de vendre plus cher que les confectionneurs, ce qui les réduit à vendre moins. Mais ceci n'a trait qu'aux corporations infestées du fléau de la confection. Partout ailleurs les associations doivent s'étudier à livrer leurs produits au prix le plus bas possible. Elles sont en possession de la confiance du peuple ; elles doivent justifier cette confiance. Elles ont un double but en effet : le premier, de délivrer le travailleur de l'exploitation de l'homme par l'homme ; le second, de supprimer l'intermédiaire parasite du marchand et de réaliser ainsi, au profit des consommateurs, une notable économie.

Il est un autre point, mes chers amis, sur lequel je ne saurais trop vivement appeler votre attention. Gardez-vous de tracer autour de vos associations un cercle infranchissable ou même difficile à franchir. Ce serait revenir au tyrannique et odieux système des jurandes et des maîtrises.

Si les associations, au lieu d'être ouvertes à tous, devenaient des réunions d'individus en nombre fixe et déterminé, rassemblés par le commun désir de s'enrichir, aux dépens de leurs frères, elles n'auraient plus rien qui les distinguât de certaines sociétés commerciales qui pullulent autour de nous, et constitueraient de nouvelles bandes d'exploiteurs.

Au temps du Gouvernement provisoire, plusieurs associations avaient reçu de l'Etat de grands travaux. Un des premiers actes de la réaction au pouvoir fut de refuser brutalement l'exécution de ces marchés, passés dans toutes les formes qui rendent un contrat obligatoire et sacré. C'était ruiner d'un coup des associations qui, comptant sur des traités en règle, avaient déjà fait des frais considérables. Quand il fut question d'une indemnité pour certaines associations, on différa, on traîna en longueur, dans l'espoir que les associations, frappées si cruellement, seraient mortes avant le paiement. Il est même arrivé qu'une fois

l'indemnité a été refusée tout court. Voilà tout l'appui qu'ont reçu du gouvernement les travailleurs associés.

Autre cause d'insuccès : Dans ces associations créées pour arriver sans secousse à la suppression du régime de concurrence, la concurrence est venue s'établir. A côté d'une maison qui s'ouvrait dans un quartier bien situé, on a vu s'installer une seconde association, puis bientôt une troisième. La clientèle ainsi dispersée n'était plus suffisante pour faire vivre trois établissemens. Ils tombaient tous les trois là où un seul aurait prospéré. Ce résultat ne se fût pas produit si la distribution, l'agencement des associations eussent été confiés à des mains prévoyantes, au lieu d'être livrés au hasard et au caprice; si l'on eût suivi partout un plan méthodique, un plan arrêté à l'avance au sein d'une réunion compétente.

Le fait est que les associations ne peuvent vivre que par la solidarité. Il faut qu'il s'établisse, entre elles toutes, le même lien qui existe entre les divers membres de chacune d'elles. Isolées les unes des autres, elles échoueraient infailliblement dans leur lutte contre les possesseurs des priviléges. Bien unies, s'étayant l'une l'autre et se prêtant un mutuel appui, elles formeront une masse compacte, et seront en mesure de braver les crises de la politique, celles de l'industrie, jusqu'au jour où l'Etat mettra au nombre de ses plus impérieux devoirs de s'occuper du sort des travailleurs.

Le premier pas a été fait dans la voie de l'émancipation sociale : les associations existent. Il s'agit maintenant de les SOLIDARISER. C'est là le but vers lequel doivent tendre aujourd'hui tous vos efforts. Voici, à cet égard, la marche qui pourrait être suivie :

Il serait établi, sous le nom de *Comité central des Associations ouvrières*, un conseil où seraient représentées toutes les associations, basées sur le principe de fraternité.

Ce conseil aurait pour mission :

De centraliser tous les efforts individuels;

De traiter les grandes questions de la production et de la répartition;

D'aider à la formation des associations qui se créent, au développement de celles qui existent;

De contrôler les rapports mutuels des associations pour l'échange des produits, les prêts, les avances, les adjudications, les bons d'échange et de circulation, etc.

Le *Comité des Associations ouvrières* s'occuperait des institutions qui sont le complément de l'association naturelle, comme entrepôts, bazars, cités ouvrières, caisses de retraite, maisons d'asile.

Il exercerait sur l'ensemble des associations une surveillance fraternelle et leur imprimerait cette uniformité de mouvement qui est si désirable.

Des associations existent en province et dans les pays étrangers : le comité se chargerait d'ouvrir des relations entre elles et les associations parisiennes.

Enfin, il s'occuperait de créer des débouchés aux produits par l'exportation, cette source de travail si indispensable pour l'alimentation continue des grands ateliers.

En dehors de ce comité, les associations conserveraient leur direction spéciale ainsi que la disposition et le maniement de leurs capitaux.

Tel est, mes amis, le plan que je soumets à vos méditations.

L'heure approche, j'en suis convaincu, où la démocratie sera aux affaires, et où l'abolition du prolétariat deviendra la question d'Etat par excellence. Car, le socialisme arrive avec l'invincible puissance des flots de la mer ; il monte, il monte sans cesse, il finira par gagner les hauteurs ! Mais, en attendant le moment décisif, à vous de prendre en main le soin de votre émancipation et de vous faire à vous-mêmes, autant que possible, votre destinée. La tâche est rude, mais féconde. Le but est difficile à atteindre; mais votre intérêt, votre devoir, votre gloire... c'est d'y marcher. Quel honneur pour vous d'avoir compris où est la pente du siècle, alors qu'on voit les hommes du pouvoir hésiter, se troubler, reculer, que dis-je ? fuir vers le passé pour échapper à la logique de l'histoire ! Travailleurs associés, vous êtes vraiment les hommes du dix-neuvième siècle. Courage ! vos enfants recueilleront, plus largement encore que vous-mêmes, ne l'oubliez pas, le fruit de vos efforts. Courage ! Le génie de la liberté veille sur votre œuvre, et déjà vous pouvez dire, comme autrefois Luther : Dieu est avec nous !

NÉCROLOGIES.

Desmartin, ouvrier tourneur en ivoire, délégué du Luxembourg. En juillet 1830, lorsqu'on apprit à Marseille la violation de la Charte, un soldat de la garnison proposa de marcher sur Paris avec le drapeau tricolore. Il allait passer devant un conseil de guerre ; la Révolution le sauva. Ce soldat intrépide était Desmartin. Rentré dans la vie laborieuse de l'ouvrier, devenu l'un des plus habiles dans sa profession, choisi comme tel pour représenter les travailleurs au Luxembourg, Desmartin se voua corps et âme au socialisme, et mit au service de sa cause une vaste intelligence, une parole entraînante, un cœur de poète. Doué d'une mémoire prodigieuse, il savait toutes les pièces de poésie populaire, et occupait à les réciter dans les réunions d'ouvriers tous les instans qu'il pouvait dérober au travail. Il avait à soutenir une femme et deux enfans, et trouvait encore moyen de nourrir la veuve d'un de ses amis, mort dans la misère.

Après les malheureux événemens de juin, les progrès de la réaction jetèrent dans un profond découragement l'âme enthousiaste de Desmartin. On le vit dépérir peu à peu, il tomba en langueur, et bientôt survint une maladie de poitrine qui l'emporta à quarante-deux ans, la veille du jour où furent proclamées les élections du 13 mai. Desmartin croyait au triomphe des vingt-huit candidats socialistes, et il mourut le cœur plein de joie. Malgré la préoccupation des élections, les délégués du Luxembourg, une nombreuse députation des écoles suivirent le modeste corbillard qui conduisait à la fosse commune le corps de notre ami. D'éloquentes paroles furent prononcées sur la tombe et le beau caractère de Desmartin fournit au citoyen Madier Monjau le sujet d'une magnifique improvisation.

Edmond Frossard. Le choléra a fait au sein du parti socialiste de nombreuses victimes. Un des premiers frappés fut Edmond Frossard.

Fils d'un typographe qui lui fit donner une éducation libérale au collége Charlemagne, Frossard qui voulait être ouvrier, dût, pour obéir au vœu de ses parens, consumer de précieuses années dans des études de notaire et d'avoué. Il en sortit pour entrer dans la vie précaire de l'homme de lettres, et devint de bonne heure un des plus ardens disciples des doctrines socialistes. Lorsque la Révolution de Février éclata, ce fut lui qui ouvrit le premier club aux Batignolles.

Le 13 avril 1848, il fut appelé par la commission du Luxembourg à remplir les fonctions d'agent près l'association des tailleurs de Clichy. Dans cette mission difficile, il sut toujours se montrer digne de la confiance dont on l'avait honoré. Arrêté au 15 mai, il fut retenu quelque temps en prison. Depuis cette époque, il se consacra entièrement à l'organisation des associations ouvrières. La veille de sa mort, il rédigeait l'acte constitutif des cuisiniers de la rue Saint-Germain-l'Auxerrois. Le choléra l'a enlevé en quelques heures, laissant après lui, sans aucune ressource, une jeune femme et une petite fille en bas-âge.

Le bruit a couru que des dissidences graves existaient, à Londres, entre ceux des réfugiés que l'exil avait frappés antérieurement au 13 juin et ceux qui, par suite du 13 juin, ont dû quitter la France. Ce bruit est non-seulement faux, mais dénué de toute espèce de fondement. L'exil et de communes douleurs n'ont fait, au contraire, que resserrer les liens de fraternité qui doivent unir tous les membres de la grande famille républicaine.

L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE.

MOUVEMENT POLITIQUE DU MOIS.

Au moment où l'on imprime cette feuille, l'Assemblée législative entre dans sa période de prorogation.

Que de conjectures n'a pas fait naître ce singulier phénomène d'un pouvoir souverain, tombant ainsi d'épuisement et se condamnant lui-même à l'inaction, après une session qui n'a guère duré plus de deux mois!

Les uns ont prétendu que, par là, on voulait habituer le pays à regarder l'Assemblée comme un rouage inutile du système gouvernemental, comme une machine à voter fort dispendieuse, et que l'on pourrait aisément supprimer, sans que les affaires en allassent plus mal.

D'autres cherchent à voir dans cette mesure la confirmation des bruits de coup d'Etat qui circulent depuis si longtemps.

On a dit qu'après avoir fait voter à la majorité cet ensemble de lois compressives et repressives, qu'ils regardent comme l'indispensable préambule d'une restauration monarchique, certains hommes voulaient transporter dans les départements leur plan de campagne; les conseils généraux, le dernier boulevard de la féodalité bourgeoise, allaient devenir le centre de cette croisade contre la suprématie parisienne, de laquelle les monarchiens espèrent voir sortir l'appel au peuple et le retour du *bien-aimé des nations*. A ce point de vue, le langage audacieux des chefs de la droite, l'impunité que trouvent, au sein d'une chambre républicaine, tous ceux qui viennent protester contre la République, autorisaient les suppositions les plus hardies.

Pour d'autres, moins soupçonneux, il s'agissait tout simplement d'une complaisance parlementaire.

Le ministère ne voyait pas approcher, sans quelque embarras, le moment où il faudrait rendre compte au pays des folies de l'expédition romaine et lui demander de l'argent pour payer sa honte. Chaque jour, vis-à-vis de l'Allemagne, de la Hongrie, de toutes les puissances européennes, notre situation devient de plus en plus critique; à chaque instant peut survenir une complication dont le ministère, à moins de renier ses antécédents, ne pourra sortir que par quelque nouvelle souillure imprimée à l'honneur national. La prorogation coupait

court à ces difficultés, en assurant à M. Barrot la sécurité du huis-clos pour sept longues semaines.

Dans une autre opinion, la prorogation de l'Assemblée ne serait qu'un triste aveu d'impuissance, qu'un suprême recours au hasard des événements. M. Thiers promettait tant de ces deux mots magiques : *répression*, *compression* ! On a comprimé, réprimé, et la situation est restée la même ; l'hiver approche, la misère est à son comble, les finances menacent d'un déficit énorme. Nos gouvernants au jour le jour ont épuisé toutes les recettes banales du philantropisme et de l'économie politique. De quelque côté qu'on se tourne, on ne rencontre plus qu'un seul remède, le socialisme. Le socialisme, cette menace toujours suspendue sur la tête des privilégiés, des monopoleurs ! mieux vaut la mort qu'un tel sauveur, mieux vaut s'endormir dans les incertitudes d'une prorogation aventureuse !

Et d'ailleurs depuis un an, ne vivons-nous pas dans le transitoire, dans l'attente d'un changement? Avons-nous encore autre chose que des décrets provisoires, des lois de circonstances, votées pour six mois, pour un an, pour le terme approximatif que l'on assignait à la durée de la République?

On a renvoyé la Constituante, parce que la Législative, disait-on, pourrait seule affermir l'ordre en dotant le pays d'institutions en harmonie avec le régime républicain.

Or, voici le bilan de la session qui vient de finir :

Une loi contre le droit de réunion ;

Un règlement contre la liberté de la tribune ;

Une loi contre la liberté de la presse ;

Un décret renouvelant l'état de siége ;

L'approbation de la honteuse politique suivie par le ministère dans les affaires d'Italie et d'Allemagne ;

La proscription de quarante représentants coupables de siéger sur les bancs de la Montagne ;

Les protestations vingt fois répétées des royalistes contre la Révolution de février et contre l'établissement de la République ;

La consécration du fameux milliard payé aux émigrés

L'assurance de voir bientôt restaurés l'impôt sur les boissons, l'impôt sur le sel, l'ancienne taxe des lettres ;

Enfin la prorogation.

Etait-ce donc vraiment la peine de tant crier pour obtenir la dissolution de l'Assemblée constituante.

Il y a dans la Législative un élément de mort, c'est cette situation des deux partis extrêmes qui, se trouvant opposés face à face, continuent chaque jour avec le même acharnement la lutte sans merci commencée le 29 mai. Quarante autorisations de poursuites n'ont pas satisfait les colères de la majorité; le 16 juillet, l'infatigable M. Baroche est encore venu demander trois nouvelles victimes, les représentants Kœnig, Cantagrel, Commissaire, et l'Assemblée s'est empressée de les lui livrer par un vote de confiance. Des trois sergents élus du Peuple, il n'en restait plus un seul à la chambre; utile leçon, n'est-ce pas, pour les sous-

officiers qui seraient tentés dans l'avenir d'accepter les dangereux honneurs du mandat parlementaire ?

Dans une séance consacrée aux menus détails, la commission a fait un rapport sur les nombreuses pétitions qui réclamaient la restitution du milliard. Suivant le rapporteur, la loi du 27 avril 1828, a été une transaction infiniment avantageuse au pays, dont elle a doublé la richesse. C'est du reste une affaire sur laquelle il n'y a plus à revenir. On propose donc l'ordre du jour et la majorité le vote d'acclamation.

Nous ne nous arrêterons pas longtemps sur la loi contre la presse. Ses auteurs l'ont avoué eux-mêmes : c'est une loi de compression, un assemblage de toutes les dispositions pénales qu'on a pu imaginer pour bâillonner la *mauvaise presse*. Trois journées de discussions n'ont pas fait avancer d'un pas la question de principe. M. Montalembert est venu développer à la tribune un étrange système d'asservissement de la pensée, dont l'acre éloquence de M. Jules Favre a fait promptement justice. Trahi dans ses desseins par un perfide allié, M. Odilon Barrot s'est jeté dans ses divagations habituelles. Le seul argument qu'il ait trouvé en faveur de son projet de loi, c'est que M. Jules Favre, dans la séance du 11 août 1848, a défendu un projet complétement identique. A la solide et logique argumentation de M. Grévy, au magnifique discours dans lequel Pierre Leroux s'était élevé aux plus hautes conceptions du socialisme, M. Thiers a répondu par une virulente diatribe contre les novateurs et les ennemis de la société. Inutile de dire que les différents articles du projet de loi ont été successivement adoptés à une écrasante majorité.

A peine en avait-on fini avec la liberté de la presse, qu'arrivait, non moins brûlante, la question de la prorogation. On savait d'avance le résultat du vote. Les orateurs de la gauche n'ont pu qu'apporter à la tribune l'expression des craintes du pays. M. Dufaure, de l'air le plus solennel, a protesté de son respect pour la constitution, de son amour pour la République. Toutes les belles paroles de M. Dufaure ne nous rassureraient pas beaucoup, si l'accueil fait au président dans ses voyages n'était pour nous une suffisante garantie de sécurité. Quand il s'est agi de nommer la commission de 25 membres chargée de veiller au salut de la République pendant la prorogation, le scrutin a fait sortir de l'urne les noms des 25 plus chauds partisans de la monarchie. Vous imaginez-vous la République confiée à la garde des citoyens Molé, Changarnier, etc.? Fort heureusement, comme le disait à la tribune Emmanuel Arago, ce ne seront pas seulement les 25 membres de la commission qui surveilleront le pouvoir exécutif, ce seront 25 millions de citoyens. M. Thiers, qui n'est pas, on le sait, l'homme des situations dangereuses, a décliné l'honneur de faire partie de cette commission.

Au moment de se séparer, l'Assemblée constituante, par une espèce de testament *in extremis*, avait supprimé l'impôt sur les boissons, en laissant à la législature le soin de combler le déficit que cette suppression allait créer dans les revenus de l'État.

Grand embarras pour nos représentans ! A qui ferait-on payer les frais de la générosité de la constituante? Par le perfectionnement toujours croissant de notre organisation fiscale, on est arrivé à extraire de la bourse si mal remplie du pauvre à peu près tout ce que l'on peut en tirer. Tout impôt nouveau devra nécessaire-

ment peser sur les riches et frapper le superflu. Beaucoup de gens ont pensé qu'il valait mieux rétablir purement et simplement l'impôt sur les boissons ; M. Creton en a bravement fait la proposition à la tribune, et le ministre des finances est venu l'appuyer en assurant qu'il n'y a que des utopistes qui puissent songer à changer l'assiette de l'impôt. Il est vrai que, de toutes les taxes, celle qui atteint les boissons est la plus inique, puisqu'elle croît en proportion directe de la misère des consommateurs ; il est vrai qu'elle interdit, d'une manière presque absolue, aux trois quarts des travailleurs, l'usage d'un aliment réparateur ; qu'elle encourage la fraude, la falsification, l'empoisonnement public ; mais, que voulez-vous ? M. Passy ne croit pas *qu'on puisse établir des impôts nouveaux en remplacement des impôts anciens.* La raison est souveraine. D'ailleurs, l'empereur Napoléon n'est-il pas l'heureux inventeur des octrois, et n'est-ce pas un devoir pour les ministres du neveu de maintenir et perfectionner le chef-d'œuvre de l'oncle ?

La discussion, sur le fond. a été remise aux derniers jours de la session et l'abondance des travaux ne lui a pas permis d'arriver en ordre utile. Dans l'intervalle, M. Passy a déposé un projet de loi, qui n'est, en résumé, qu'une aggravation de la fiscalité en vigueur. Fort heureusement les vacances vont passer là dessus. De retour parmi leurs mandataires, les représentants se seront bientôt convaincus des conséquences désastreuses qu'entraînerait le rétablissement d'un impôt aussi odieux aux populations.

M. Roselli-Mollet s'était fié au bon accueil fait, le mois passé, à la proposition de M. de Melun ; il a soumis à l'appréciation de l'Assemblée une proposition analogue et qui avait pour but de la compléter. Mais il ne s'agissait pas cette fois d'un royaliste. La commission chargée du rapport a déclaré que le projet de M. Roselli n'était pas autre chose qu'une application des théories communistes. Vous pouvez penser si l'on s'est hâté de repousser la prise en considération.

Un incident grave est venu distraire un moment l'Assemblée de ses préoccupations économiques. M. Benjamin Raspail a fait connaître les indignes traitements que subissaient les détenus politiques dans la prison de Doullens. M. Dufaure démentait fièrement les faits. Il lui a été prouvé, pièces en main, que ce régime insupportable n'avait été en partie modifié que depuis l'annonce des interpellations. La majorité n'en a pas moins voté l'ordre du jour.

M. Paulin Gillon a été plus heureux lorsqu'il a proposé de modifier l'impôt des portes et fenêtres. Malgré l'opposition de M. Charles Dupin, l'*ami des ouvriers*, malgré deux discours de M. Benoist, qui posait sa candidature ministérielle, M. Passy s'est exécuté d'assez bonne grâce et l'amendement l'a emporté.

Nous avons hâte d'arriver à ces deux solennelles séances, consacrées au débat de la question romaine, et qui ont jeté un si grand jour sur la conduite hypocrite et tortueuse du ministère.

Par la saisissante argumentation de M. Jules Favre, par les maladroits aveux de M. de Tocqueville, par les réticences et les divagations jésuitiques de M. de Falloux, il a été établi d'une manière irréfutable :

Que le ministère avait trompé l'Assemblée lorsqu'il avait pris l'engagement de respecter la liberté des Romains. Que M. Oudinot avait trompé les populations

italiennes lorsqu'il leur promettait de les laisser maîtresses de choisir leur forme de gouvernement. Qu'il avait trompé le ministère quand il prétendait être appelé à Rome par les vœux unanimes des habitants. Qu'en échange de tous nos sacrifices, notre gouvernement n'avait jamais songé à obtenir du pape aucune garantie sérieuse; que Pie IX était plus que jamais livré à l'influence autrichienne; que le résultat de cette malencontreuse expédition serait de nous retirer, à tout jamais, les sympathies de l'Italie et de causer à notre commerce, un dommage que l'on sera bientôt à même d'apprécier.

L'Assemblée a sanctionné la politique ministérielle en votant l'ordre du jour.

Il fallait regagner le temps occupé par cette longue discussion. On s'est hâté de voter sans étude, sans débat préalable, la loi sur l'organisation judiciaire, la suppression de l'école d'administration, la loi sur l'état de siége, destruction de toutes les garanties conquises depuis soixante ans; le renvoi des inculpés de juin devant la haute cour, l'autorisation de poursuivre deux représentants, les citoyens Sommier et Richardet. Cette dernière affaire donne lieu à un bien triste incident. Pendant la discussion, on a vu M. Pierre Bonaparte se lever impétueusement et donner un soufflet à M. Gastié, vieillard de 70 ans, qui s'était permis, dit-on, quelques réflexions peu flatteuses pour le président de la République. M. Pierre Bonaparte s'est posé, tout le monde le sait, en défenseur quand même de son cousin M. Louis Napoléon. Peut-être eût-il mieux fait, il y a quelques jours, d'employer le courage qu'il vient de montrer contre un vieillard, à défendre son frère l'*ex-président* de l'Assemblée romaine, que la pusillanimité du ministère chassait brutalement du sol français.

Ne pouvant parler des dangers qu'aurait courus M. Pierre Bonaparte, dans sa lutte avec M. Gastié, les journaux de la réaction ont imaginé des cannes et jusqu'à des hachettes levées sur sa tête. Ces efforts, pour atténuer l'effet d'un pareil scandale demeureront inutiles : l'opinion publique en a déjà fait justice.

Dernière séance : l'Assemblée abroge un décret du Gouvernement provisoire; elle vote l'ordre du jour sur les interpellations du citoyen Lagrange au sujet des transportés : encore un nouveau triomphe pour la réaction.

Le prochain numéro contiendra LA CONTRE-RÉVOLUTION, *journée du 16 avril*, chapitre inédit des *Pages d'histoire de la Révolution de Février.*

Le Gérant : SIMONIN.

PARIS. — IMPRIMERIE DE MADAME DE LACOMBE, 12, RUE D'ENGHIEN.

LISTE DES ASSOCIATIONS OUVRIÈRES.

Arçonniers, rue des Petits-Hôtels, 23.
Bijouterie, rue Saint-Martin, 353.
Billardiers, rue du faubourg Saint-Denis, 34.
Blanchisseurs-apprêteurs d'étoffes, quai de la gare d'Ivry, 32.
Blanchisseuses, rue Folie-Méricourt, 35.
— rue de Breda, 21.
Bouchers, G.-Rue, à La Chapelle-St-Denis, 68.
— rue Saint-Martin, 170.
Boulangers, rue d'Enfer, 7.
— rue Vincent, à Belleville.
— rue de la Glacière, 32.
Boutonniers en métal, rue Fontaine-au-Roi, 20.
Boutonniers, passage Holzbacher, r. des Trois-Bornes, 19, et rue Fontaine-au-Roi, 46.
Brossiers, rue de Bondy, 76.
Cartonniers, rue des Gravilliers, 18.
Chapeliers, (soc. frat.), r. des Trois-Pavillons, 5.
— pl. de la Bourse (maison Aubert).
— (société égalitaire), b. St-Denis, 4.
Charpentiers, boulevart Beaumarchais, 42.
Chaussonniers, rue Jean-l'Epine, 11.
Chemiserie, rue du faubourg Montmartre, 21.
Cloutiers, r. Chât.-Landon (faub. St-Martin), 6.
Coiffeurs, rue Jean-Robert, 22.—Rue des Gravilliers, 18.— Rue de la Mont. Ste-Geneviève, 6.— Rue Saint-Denis, 278.—Rue Cadet, 2.— Rue Saint-Honoré, 87.— R. Saint-Nicolas, 26, faub. St-Antoine.
Cordonniers, pl. du Louvre, 26.—R. Bailleul, 6.—R. faub. St-Denis, 15.—R. de la Réat, 6.
Cordonniers et **Corroyeurs**, r. du Cadran, 23.
Corroyeurs, r. de la Terrasse, 40, à Monceaux.
Corsetières, rue St-Honoré, 145.
Couteliers, fabricans d'instrumens de chirurgie, 6, place de l'Ecole de médecine.
Cuirs et Peaux, rue de la Terrasse, 40, à Batignolles; Dépôt r. du Renard-St-Sauveur, 7.
Cuisiniers, barrière du Maine, 36.—Barrière de Sèvres, 49.— Rue Simon-le-Franc, 19.—Barrière Pigale, 36.—Barrière des Amandiers, 4. Barrière des Trois-Couronnes, 34. — Rue du faub. St-Denis, 23.— Rue Phélipeaux, 17.— Rue des Fossés-St-Germ.-l'Auxerrois. — Rue Fontaine Molière, 4.— rue du Temple.— Rue des Poisonniers, 40, à la Chapelle (Jardin de la Liberté).— A la Glacière.— Rue Neuve-St-Eustache.
Dessinateurs sur étoffes, b. Poissonnière, 14.
Dessinateurs pour cachemires.
Ebénistes, r. Charonne, 7, cour St-Joseph.
Ebénistes en fauteuils, rue de Charonne, 7, cour Saint-Joseph.
Ecrivains-Autographes, rue Villedo, 15.
Epiciers, rue du Cadran, 7.
— r. du faubourg St-Antoine, 102.
Ferblantiers, rue du faub. St-Denis, 24.
Fondeurs en fer, r. Nve-St-Etienne-S.-M., 4.
Formiers, rue du Cadran, 12.
Graveurs, rue des Vieux-Augustins, 64.
Graveurs sur bois (assoc. fratern.), pour l'illustration typographique, rue Bertin-Poirée.
Horlogers, rue de Berry, 8.
Imprim.-Typograph., r. de Seine-St-Germ., 32.
— rue Montmartre, 154.
— rue Gaillon, 34.
Imprimeurs-Lithographes, passage du Caire.
Instrumens de musique, rue des Poissonniers, 37, à Montmartre.
Limes (ouvriers en), r. Phélipeaux, 27, passage de la Marmite.
Lingères, r. de la Corderie-St-Honoré, 7.
— rue du faubourg St-Denis, 35.
— rue Richelieu, 44.
Lits et Meubles en fer (fabricans de), rue Dupetit-Thouars, cité Boufflers, 5.
Lunetiers, r. St-Martin, 180, entrée rue Jean-Robert, 28.
Maçons et tailleurs de pierre, rue Geoffroi-Lasnier, 11.
Marbriers, rue Fontaine-St-Georges, 46.
Mecaniciens, r. de Charonne, 74, f. St-Antoine.
— rue des Ecluses-St-Martin.
Medecins (associat. fratern. médicale, r. Montmartre, 20, ci-devant rues des Prouvaires.
Mégissiers, rue St-Hippolyte, 13, f. St-Marcel.
Menuisiers, rue de l'Ecole de médecine, 109.
— rue de Babylone.
— rue de Sèvres.
— rue Gessaint, à la Chapelle.
Musiciens, passage de l'Opéra.
Orfèvres, rue de Lancry, 11.
Passementiers, rue Neuve-Chabrol, 11.
Paveurs.
Peignes de corne et en écaille (ouvriers en) rue Grenétat, 9.
Peintres en Batiment, rue des Arcis, 52.
— rue Labruyère, 10.
— r. Parad.-Poissonn., 40
Peintres-Décorateurs, rue Miromesnil, 35.
Pianos (fabricans de), rue de Bréda, 21.
Poeliers-Fumistes, rue Maubuée, 11.
Potiers de terre, rue Copeau, 39.
Rampistes, rue Neuve-St-Denis.
Registres et papeterie (fabricans de), rue Montmorency, 1.
Rouennerie (blouses et pantalons de travail), rue du faubourg St-Antoine, 45.
Selliers, r. Neuve-Fontaine-St-Georges, 9.
Serruriers-Mecaniciens, rue Beaubourg, 13.
Tailleurs, r. du faubourg St-Denis, 23.
Tapissiers, rue de Sèvres, 129.
Teintures en soie, rue de la Calandre, 20.
Tourneurs en chaises, rue Amelot, 64.
Voitures (ouv. en), r. de Lille, 8, à la G.-Villette.
Vins (marchands de), rue Jean-Robert, 8.
— rue de Poitou.
— rue Saint-Victor, 118.

Chaque mois, le NOUVEAU MONDE publiera la liste des associations ouvrières de Paris et de la Province.

Pour éviter de donner place, dans nos colonnes, à des associations fondées en dehors des principes socialistes et dans un but déguisé d'exploitation de l'homme par l'homme, nous n'annoncerons que les sociétés ouvrières reconnues par le comité des délégués du Luxembourg.